

VIOLENTES MANIFESTATIONS EN TUNISIE

LA COLÈRE DE LA CLASSE DÉMUNIE

Page 16

BILAN CORONAVIRUS

**222 NOUVEAUX
CAS, 181
GUÉRISONS
ET 5 DÉCÈS
EN ALGÉRIE**

Page 4

ISSN : 1112-7449

MIDI

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4175 | Lundi 18 janvier 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

LIGUE 1

**OUVERTURE
D'UNE PÉRIODE
DE TRANSFERT
DU 25 AU 31
JANVIER**

Page 16

TOURNÉE DE BOUKADOUM DANS QUATRE PAYS

L'ALGERIE SE TOURNE VERS L'AFRIQUE

Page 3



PR RACHID BELHADJ :

**"PAS D'EFFETS INDÉSIRABLES
GRAVES RELATIFS AU VACCIN
ANTI-COVID SPOUTNIK V"**

Page 4



CHANEGRIHA

**LES ALGÉRIENS
"DÉTERMINÉS" À METTRE
EN ÉCHEC TOUS LES
"DESSEINS HOSTILES"**

Page 3



18

% de baisse
de la valeur des
importations
algériennes en 2020.

70

% des projets
AEP destinés aux
zones d'ombre
réceptionnés.

95

arrêtés de logements
et 400 aides au loyer
attribués à Mila.

Quatre personnes mordues par un chacal enragé à Bouzeguène

Quatre personnes ont été mordues par un chacal enragé à Bouzeguène, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, dont une a été grièvement blessée. Le drame a eu lieu lundi, à hauteur du quartier Les-Saadi, au centre-ville de Bouzeguène, lorsque l'animal, un porteur sain de la rage, s'est attaqué à une femme, la blessant grièvement avant de s'en prendre à trois autres personnes. Des citoyens ont dû intervenir pour sauver la femme et neutraliser le chacal. Les services de la commune et de l'inspection vétérinaire de la subdivision agricole de cette même localité sont intervenus pour enterrer l'animal sauvage en utilisant de la chaux pour éviter tout risque de contamination et pour désinfecter les lieux. Les victimes de cette attaque ont été évacuées vers les structures sanitaires de Bouzeguène où elles ont reçu le vaccin antirabique et reçu les soins nécessaires. En août dernier, une fillette de 4 ans du village Tamaassit est morte après avoir été mordue par un chacal. Le chacal, qui est un porteur de la rage, est vecteur de transmission de cette maladie aux chiens et aux chats qui, à leur tour, la transmettent aux autres animaux.



Expérience pionnière à Jijel dans l'élevage des escargots



Figure de l'agriculture de la région de Tassoust, dans la commune Émir-Abdelkader à l'est de Jijel, Hocine Omar Ouayache

a intégré un nouveau projet au sein de son exploitation agricole en lançant une expérience pionnière dans l'élevage des escargots de l'espèce comestible *Helix aperta*. Cet héliculteur de 70 ans a confié à l'APS que ce projet a été entamé à la fin de l'année 2020. Il a expliqué que son choix s'est porté sur l'espèce *Helix aperta* pour son goût délicat et sa couleur blanche, en plus d'être répandue dans la région est de l'Algérie et de la Tunisie, faisant savoir que ces escargots sont "très recherchés sur les marchés internationaux, en particulier en Italie". Pour assurer une croissance adéquate des escargots, un programme a été élaboré à travers la culture de produits agricoles essentiels à leur nutrition tels que la carotte, le navet, le chou et l'artichaut. L'élevage des escargots nécessite entre sept à huit mois avant leur commercialisation. Un seul escargot pond entre 200 à 300 œufs dont la phase d'éclosion varie en fonction de la température de l'air, soit entre 20 et 21 jours dans la plupart des cas après une phase de couvaison de 12 jours.

Le patrimoine culturel du mont Chenoua à l'honneur au Bastion 23

Le palais des raïs, Bastion 23, a abrité jeudi dernier à la faveur de la célébration de Yennayer, l'héritage culturel du mont Chenoua de Tipaza, à travers un programme riche en activités artistiques, témoins de l'authenticité et de la diversité du patrimoine de cette région. Placée sous le thème "Daynan", la manifestation, organisée par le Centre national des arts et de la culture, en collaboration avec l'association Ifran Chenwi, a débuté autour d'une table ronde consacrée aux traditions et coutumes du mont Chenoua dans une ambiance conviviale. Pour rappel la musique Daynan est un genre musical qui réunit la poésie aux chants et danses sur plusieurs rythmes, ce genre est chanté dans les régions berbérophones du mont Dahra et dans celles de la wilaya de Tipaza. Le Daynan est chanté dans les fêtes populaires, particulièrement lors des mariages. Ce genre musical a connu des tentatives visant à adoucir et épurer ses textes, jugés vulgaires, afin de le préserver de la disparition mais n'a pas encore ses vedettes nationales susceptibles de lui donner un second souffle et de le faire connaître au grand public.

D
I
X
I
T

Salima Souakri, Secrétaire d'État chargée du sport d'élite

"Il est important d'accompagner les jeunes talents sportifs, dans le cadre du plan du programme de la prise en charge de ces talents prometteurs pour développer leurs capacités à la faveur d'un bon encadrement..."

Il propose d'être loué... pour ne rien faire !

Un Japonais de 37 ans a décidé de louer ses services pour ne faire que des choses faciles.

Il rencontre ainsi 3 à 4 personnes par jour et se fait payer près de 80 euros, sans compter les frais. Il aurait déjà enregistré 3.000 clients qu'il accompagne dans leurs tâches quotidiennes en se faisant payer, plus les frais de repas et de déplacement.

Il a donné quelques exemples d'utilisation de son temps de présence aux côtés des clients. Ainsi, il a été embauché pour déjeuner, poser pour des photos sur *Instagram*, accompagner une personne demandant le divorce, ou attraper des papillons dans un parc.

Brest accueille un lieu pour tout... casser !

Originaires du Japon, les rage rooms avaient initialement une visée thérapeutique. Celle de laisser s'exprimer la frustration et la colère pour réguler l'humeur de leurs usagers.

Depuis, c'est surtout pour leur aspect ludique que les rage rooms ont fait des émules aux États-Unis, au Canada et, plus récemment, en Europe. L'objectif est de laisser exploser sa rage dans un lieu spécifique et de façon encadrée.

L'espace composé de deux salles, l'une pour détruire verres et assiettes, l'autre carnage pour écrans et électroménager.

TOURNÉE DE BOUKADOU M DANS QUATRE PAYS

L'Algérie se tourne vers l'Afrique

L'Algérie regarde de nouveau en direction du Continent africain, où le pays compte plus que jamais développer ses relations avec les pays africains.

PAR KAMAL HAMED

La récente visite du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, dans de nombreux pays du Continent atteste, s'il en était encore besoin, de ce recentrage de la diplomatie algérienne qui a longtemps "délaisé" cette zone géographique, ô combien stratégique.

Sabri Boukadoum a, en effet, effectué une mini tournée dans pas moins de quatre pays. Il s'agit de l'Afrique du Sud, du Royaume du Lesotho, de l'Angola et du Kenya. Le chef de la diplomatie algérienne a eu à réaffirmer devant ses hôtes, la volonté de l'Algérie de booster ses relations avec ces pays et de promouvoir la coopération.

En Afrique du Sud, Boukadoum a été reçu par le président de ce pays comme il a eu également des entretiens approfondis avec son homologue sud-africaine, Mme Naledi Pandor. Les deux parties ont procédé à une évaluation approfondie de la coopération bilatérale, dans les domaines politique, économique, commercial et culturel. Comme il a été question aussi d'un échange de vues et d'analyses dans le cadre de la tradition de concertation entre les deux pays sur les différentes questions liées à la paix et à la sécurité en Afrique et dans le monde, de même qu'elle permettra



de renforcer la coordination sur les questions importantes liées aux thématiques politiques et sécuritaires au sein des organisations régionales et internationales. Traditionnellement ce grand pays est considéré comme un allié de l'Algérie, puisque les deux pays ont, pratiquement, les mêmes positions sur la scène africaine et internationale comme c'est le cas sur la question du Sahara occidental. Au royaume du Lesotho, où Boukadoum a été reçu notamment par le Premier ministre de ce pays, les entretiens ont porté sur l'évaluation de l'état des relations bilatérales entre les deux pays et l'examen des voies et moyens de renforcer la coopération multisectorielle. L'accent a notamment été mis sur la nécessité de finaliser le cadre juridique et redynamiser les contacts à tous les niveaux en perspective de la tenue de la session inaugurale de la Commission mixte.

La question du Sahara occidental a été abordée et les deux parties ont souligné l'impératif pour l'Union africaine et les Nations-unies, d'œuvrer, de concert, pour le lancement d'un véritable processus

politique à même de permettre le parachèvement du processus de décolonisation.

A Nairobi, au Kenya, le chef de la diplomatie algérienne a été reçu par le président kenyan Uhuru Kenyatta, et les deux parties ont réaffirmé clairement leur intention d'aller de l'avant dans le développement de leur coopération, dans tous les domaines. Selon le communiqué du ministère des Affaires étrangères, le Président kenyan a exprimé son "désir de rehausser la coopération bilatérale dans ses dimensions politique, sécuritaire, économique et culturelle". C'est pratiquement le même scénario en Angola où Boukadoum a été reçu en audience par le président de la République, Joao Laurenço.

"Cette audience a été précédée d'une réunion de travail entre les deux Chefs de la diplomatie, qui a porté notamment sur l'évaluation de l'état de la coopération bilatérale et les perspectives de son développement. A cet égard, les deux ministres sont convenus de tenir la 5e session de la Commission bilatérale de coopération, dès que la situation sanitaire induite par la pandémie de la Covid-19 le permettrait", a fait savoir le communiqué du ministère. A l'évidence, cette tournée est l'expression manifeste du désir d'Alger d'insuffler une nouvelle dynamique à sa relation avec les pays africains. Une volonté affichée, en vérité, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, presque dès sa prise de fonction. Tebboune a exprimé cette nouvelle tendance lors du 33e sommet de l'Union africaine. Et c'est lors de ce sommet, qu'il a annoncé la création d'une Agence de coopération africaine, qui a vu le jour quelques temps après.

K. H.

CHANEGRIHA

Les Algériens "déterminés" à mettre en échec tous les "desseins hostiles"

Le général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a affirmé, dimanche, la détermination des Algériens à mettre en échec "tous les desseins hostiles, qui, dans un passé récent, ont essuyé un échec cuisant en essayant d'employer le virus du terrorisme et d'en faire un autre moyen abject et destructeur pour concrétiser des objectifs suspects et tendancieux". Intervenant lors de sa visite de travail et d'inspection dans la 3e Région militaire à Béchar, le chef d'Etat-major de l'ANP a mis en avant le "souci du Haut Commandement de l'ANP à accorder une attention primordiale à la sécurisation de nos frontières nationales, suivant une stratégie homogène et une approche globale, traduite intégralement et avec rigueur sur terrain, de manière à améliorer et promouvoir la performance opérationnelle et de combat de ses dispositifs et ses composantes, pour pouvoir relever tous les défis", souligne un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Nous œuvrons par cette action sincère et dévouée, à poursuivre le renforcement des capacités du corps de bataille de l'ANP et fournir les conditions permettant d'élever sa disponibilité, de façon à garantir l'amélioration et la promotion de la performance opérationnelle et de combat de l'ensemble de ses dispositifs et composantes, afin de pouvoir relever tous les défis.

Je dis tous les défis, quelle que soit leur nature, au service de l'intérêt suprême de

l'Algérie et pour appuyer ses fidèles enfants attachés à son unité, sa souveraineté, son indépendance, sa sécurité et sa stabilité, déterminés à mettre en échec tous les desseins hostiles, qui, dans un passé récent, ont essuyé un échec cuisant en essayant d'employer le virus du terrorisme et d'en faire un autre moyen abject et destructeur pour concrétiser des objectifs suspects et tendancieux, des tentatives qui échoueront aujourd'hui et demain dans toutes leurs ignobles manœuvres", a-t-il souligné.

"Aussi, a-t-il ajouté, en concrétisation de la vision éclairée et des orientations judicieuses de Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, que nous souhaitons revenir rétabli au pays dans les jours à venir, afin de poursuivre en compagnie de tous les patriotes fidèles, le parcours d'édification de l'Algérie nouvelle".

"Nous avons veillé, au sein de l'ANP, à accorder une importance primordiale à la sécurisation de toutes nos frontières nationales, suivant une stratégie homogène et une approche globale, traduite intégralement et avec rigueur sur terrain, notamment au regard des conditions délétères qui caractérisent notre région, et ce en resserrant l'étau de manière continue sur les hordes criminelles et en les éliminant, de façon à prémunir notre pays contre les dangers et les menaces et préserver son territoire et son peuple de toutes les sources de menaces multiforme et multidi-

mensionnelles". Le général de corps d'Armée a affirmé également, que "la démarche patriotique authentique qu'adopte l'ANP, avec dévouement et abnégation, afin d'être la digne héritière de ses ancêtres et demeurer le gardien fidèle et le protecteur dévoué de cette terre bénie, est en soit un immense honneur", note la même source. "Je confirme en cette occasion, que la démarche patriotique authentique, qu'adopte l'ANP, avec dévouement et abnégation, afin d'être la digne héritière de ses ancêtres, et demeurer le gardien fidèle et le protecteur dévoué de cette terre bénie, qui mérite que notre Armée préserve chaque parcelle de son sol et qu'elle se déploie le long de ses vastes frontières nationale", a affirmé le chef d'Etat-major de l'ANP. Il a souligné, en outre, "cette démarche judicieuse est en soit un immense honneur pour l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), qui tient toujours, en s'acquittant de son devoir national envers son peuple et sa patrie, à se remémorer le passé de l'Algérie riche en exploits et d'en inspirer les facteurs de la forte détermination et la ferme résolution à poursuivre son devoir national sacré". Par la suite, le général de corps d'Armée a procédé à "l'inspection de quelques unités de combat déployées le long des frontières et a dispensé un ensemble d'instructions et d'orientations à leurs commandants et personnels, visant à redoubler de vigilance et de prudence afin de contrer tous les fléaux et dangers", conclut le communiqué..

GILLES DEVERS :

"Le Dow Jones a compris les graves retombées pour tout investissement dans les territoires occupés"

L'avocat du Front Polisario, Gilles Devers, a salué la prise de position de l'indice américain Dow Jones, qui a mis en garde les multinationales contre les risques et les graves retombées pouvant découler de tout investissement dans les territoires occupés du Sahara occidental.

Dans sa déclaration à Radio Algérie internationale, Gilles Devers explique que "cet organisme très sérieux et très impliqué dans la réalité économique et la sécurité des entreprises a un grand poids et une grande influence", ajoutant que "c'est finalement la réalité juridique et les événements qui ont eu lieu récemment ont fait que le Dow Jones se croit nécessaire de dire aux entreprises attention aux piges".

Gilles Devers a indiqué que le Dow Jones a compris que la déclaration du président sortant des États-Unis, Donald Trump, ne peut pas changer le statut d'un territoire et que les entreprises séduites par la propagande marocaine qui prévoient d'investir dans les territoires occupés du Sahara occidental vont se mettre dans une impasse en raison de problèmes juridiques.

Il est à rappeler que le Dow Jones a averti que la résurgence du conflit au Sahara occidental fait peser des risques pour les entreprises impliquées dans des projets d'investissement dans la région.

AFFAIRE "GB PHARMA"

Report du procès en appel au 31 janvier

Le procès en appel de l'affaire de la société de fabrication et d'importation de médicaments, "GB Pharma", dans laquelle son poursuivis les anciens Premiers ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, et d'anciens ministres, a été reporté dimanche par la Cour d'Alger au 31 janvier.

Le report a été décidé à la demande de la défense des accusés.

Ouyahia et Sellal sont accusés d'octroi de privilèges injustifiés au Groupe Condor et à ses filiales, dont des facilitations pour la réalisation d'une usine de fabrication de médicaments "GB Pharma" dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Ouest d'Alger), laquelle était gérée par l'ancien ministre de la Poste et des Technologies, Moussa Benhamadi, décédé en juillet dernier à la prison d'El Harrach, des suites de la Covid-19.

Les frères Benhamadi sont également poursuivis pour participation au financement de la campagne électorale du candidat à la Présidence d'avril 2019, Abdelaziz Bouteflika, à travers un compte bancaire ouvert spécialement pour recueillir les apports financiers de parties sans aucun lien avec l'élection.

PR RACHID BELHADJ :

“Pas d’effets indésirables graves relatifs au vaccin anti-Covid Spoutnik V”

“Aucun cas d’effets indésirables graves sur les personnes à qui on a administrées le vaccin anti-Covid Spoutnik V, n’a été enregistré dans le monde, à ce jour”, a rassuré le professeur et chef de service de médecine légale au niveau de CHU Mustapha Pacha, le professeur Rachid Belhadj.

Intervenu samedi dernier dans l’émission “Stethoscope” de la chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Belhadj a souligné que tous les vaccins anti-Covid qui vont être importés ont été déjà testés dans plusieurs pays. “Il faut savoir que les vaccins qui sont utilisés en Algérie ne sont pas employés pour la première fois”, a-t-il signalé.

Le vaccin russe Spoutnik V, dont l’Algérie attend la réception des premiers lots dans les prochains jours, est déjà utilisé dans plus de 50 pays dans le monde, a indiqué le professeur Belhadj en ajoutant que des scientifiques algériens de haut niveau suivent au quotidien les informations concernant le moindre danger pouvant venir de ces différents vaccins, au niveau international.

IMPACT PSYCHOLOGIQUE DE LA COVID-19

S’adapter à la pandémie est nécessaire



Des experts en psychologie ont souligné, que le virus Covid-19 a un impact réel sur le moral des citoyens. De par la peur, l’angoisse et l’anxiété qu’il suscite, il est important de l’avis de ces professionnels de s’adapter à cette pandémie virale en attendant la vaccination.

PAR F.ABDELGHANI

Houssem Zermane, expert en psychologie clinique et membre de l’unité des études et recherches en psychologie à l’université de Constantine, estime dans un entretien à la Radio nationale, que “la guerre actuelle contre le coronavirus est psychologique”. Cet expert considère, que “cette pandémie virale est mondiale, celui qui contracte ce virus ne doit pas rougir, ni

se sentir diminué. Il doit se prémunir seulement et respecter les gestes barrières”. C’est surtout au niveau des établissements scolaires, qu’il y a une peur de contracter ce virus du fait que “le danger guette les élèves et les enseignants, sachant que le seuil des contaminations est stationnaire”. “On a remarqué que les effets de ce virus agissent en terme de diminution de la concentration en classe, et le manque de confiance en soi pendant la scolarité”. Pour Noureddine Bedsi, un spécialiste en psychologie et enseignant à l’université d’Alger, “les aspects psycho-somatiques résultant de cette épidémie à large échelle sont l’anxiété, l’irritabilité et les troubles de l’humeur”. Il estime que “certaines personnes sont sensibles, du fait que leur niveau d’anxiété et de peur augmentent, quand ils apprennent les nombres de morts suite à ce virus”. Ce spécialiste indique, que certaines consultations montrent que “les phobies augmentent également, en raison de l’idée que la personnes se fait sur la probabilité de contracter le virus”. Ces

deux spécialistes soulignent, que “c’est à travers les consultations cliniques, que les personnes vulnérables et ayant des troubles psychologiques qui sont les plus exposées aux craintes de contracter le virus”. Pour ces experts, il existe actuellement une plate-forme numérique, où interviennent les différents spécialistes en troubles mentaux.

“C’est une passerelle de discussions avec des personnes qui veulent avoir des avis sur l’épidémie et son impact sur la santé mentale”. Autour des recommandations, “le seul moyen est de se mettre à l’abri de ce danger et la surveillance des parents de leurs enfants durant leur scolarité”, en faisant savoir “l’importance de la distanciation sociale”. Houssem Zermane pense “qu’il ne faut surtout pas sous-estimer cette pandémie, et ne pas verser dans la légèreté qui consiste à l’ignorer ou à la feindre. On n’a pas le choix que de coexister avec ce virus, en attendant un vaccin qui va venir prochainement”.

F. A.

CORONAVIRUS

Le plan détaillé de la vaccination dévoilé

Les priorités de vaccination, le plan détaillé de l’opération, les arguments du choix du vaccin anti-covid et le maintien de la fermeture des frontières pour éviter la propagation du nouveau variant ont été détaillé ce 17 janvier par le dr Djamel Fourar, porte-parole du Comité scientifique chargé du suivi de l’évolution du coronavirus. Sur les ondes de la chaîne 2 de la Radio nationale, le Dr Fourar a détaillé tous ces thèmes, sans occulter le volet formation des , prévue pour la fin du mois en cours. La formation des encadreurs de ladite campagne devant débiter fin janvier en cours, sera lancée cette semaine, souligne le Dr Fourar.

“La stratégie nationale de vaccination prévoit, entre autres, la formation des encadreurs de la campagne de vaccination qui débutera cette semaine, sachant que ces formateurs seront appelés à former, à leur tour, d’autres personnes au niveau local”, a précisé le Dr Fourar, sur les ondes de la Chaîne II de la Radio nationale.

Priorités de vaccination

Tout en réitérant que cette campagne sera “entamée avant fin janvier en cours”, il a rappelé que l’Algérie réceptionnera le 1er lot du vaccin russe Spoutnik V (500.000 doses), lequel sera administré “obligatoirement en 2 doses, pour la même personne avec un intervalle de 21 jours”.

“Autrement, ce vaccin sera sans effet étant donné que chaque dose ne procure que 50 % d’immunité contre le virus”, a-t-il clarifié, faisant savoir que le personnel de la santé sera la première catégorie de la population à en bénéficier, suivie des différents corps de sécurité, des citoyens âgés de 65 ans et plus, puis des malades chroniques.

“S’en suivra, enfin, toute la population de 18 ans et plus, les essais cliniques entrepris dans le monde n’ayant pas concerné, à ce jour, celle en dessous de cette tranche d’âge ainsi que les femmes enceintes”, a-t-il argumenté, avant d’insister sur les critères de “sécurité, d’efficacité et de chaîne de froid” sur lesquels s’est basée l’Algérie dans ses choix de vaccins, à savoir, outre le Spoutnik V, le vaccin chinois pour lequel “les négociations se poursuivent s’agissant de la dose à importer”, a-t-il relevé, faisant savoir que le pays “pourra recourir à d’autres vaccins si nécessaire, eu égard à la tension à l’échelle mondiale sur ce produit”.

“L’Algérie a opté pour des vaccins sûrs, avec une bonne innocuité et le moins d’effets secondaires, mais il faut aussi savoir que la campagne de vaccination durera un an ou plus. De ce fait, aucun pays ne peut mener sa campagne de vaccination avec un seul vaccin. En ce qui nous concerne, à chaque fois qu’il y a arrivée du vaccin, nous poursuivrons la campagne”, a-t-il souligné, à ce sujet, recom-

mandant “un taux minimum de 60 à 70 % de couverture vaccinale, pour réussir à stopper la circulation du virus”.

Et de rappeler, qu’en sus des vaccins importés, l’Algérie bénéficiera du dispositif Covax de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS), incluant 190 pays et garantissant à ces derniers de faire vacciner, à proportions équitables, 20 % de leurs populations respectives.

Vaccins sans manipulation génétique Détaillant le Plan de vaccination qu’il qualifie de “flexible et modulable”, l’hôte de la Radio a assuré que “tout le monde est prêt” pour mener à bien la campagne y afférente, d’autant plus que les vaccins choisis par l’Algérie sont “traditionnels, avec le même fonctionnement que ceux auxquels elle s’est habituée car n’ayant pas subi de manipulation génétique”.

En plus de la chaîne de froid “disponible”, la logistique liée à la campagne de vaccination s’appuiera sur les 8.000 centres habituels à une telle opération, a rappelé le Dr Fourar, faisant savoir que “d’autres pourront être mobilisés au niveau des hôpitaux, si nécessaire”.

De même que des équipes mobiles se déplaceront vers les zones d’ombre et enclavées du pays, afin de faire bénéficier l’ensemble de la population du vaccin, a-t-il poursuivi, précisant que “toute personne vaccinée se dotera d’un carnet de vaccination, qui pourrait, à l’avenir, être

exigé par certains pays lors de déplacements à l’étranger”.

Tout en rappelant que la vaccination “demeure la seule solution contre ce virus”, le spécialiste a insisté sur le maintien du respect des mesures préventives que sont le port du masque, le lavage régulier des mains ainsi que la distanciation sociale, se félicitant de l’impact positif du confinement partiel, à nouveau reconduit dans nombre de wilayas du pays.

CORONAVIRUS

222 nouveaux cas, 181 guérisons et 5 décès

Deux cent vingt-deux (222) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 181 guérisons et 5 décès, ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, dimanche à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l’évolution de la pandémie du coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s’élève ainsi à 103.833 dont 222 nouveaux cas les dernières 24 heures, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2836 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 70.554, a précisé le Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l’évolution de la pandémie de Covid-19.

LES FRUITS DE MER PLUS CHERS

Le ministre Ferroukhi s'explique

Les prix des différentes espèces de poisson ont connu, ces derniers mois, des augmentations vertigineuses, atteignant des sommets jusque-là inégalés. En effet, la sardine, qui est l'espèce la moins chère sur le marché national et la plus consommée par les Algériens, est cédée à pas moins de 1.000 DA le kilo dans certaines régions du pays.

PAR IDIR AMMOUR

Pour les autres espèces qui flambent depuis une longue période dans un marché sous-approvisionné, les prix observent la même hausse en flèche, avec des moyennes décourageantes, qui vont de 1.400 à 2.400 DA le kg, alors que les crevettes battent tous les records pour atteindre les 3.000 DA le kg. Ainsi, lors de son passage à la chaîne 1 de la Radio nationale, Ferroukhi a attribué cela à la baisse de cette richesse au niveau des eaux territoriales nationales ces dernières années. Ainsi, le ministre dément les thèses selon lesquelles l'envolée des prix



du poisson serait due à la spéculation. Et d'ajouter que *"le problème de la diminution de la richesse du poisson n'est pas spécifique à notre pays, mais touche plusieurs pays du bassin méditerranéen"*, a-t-il ajouté, tout en expliquant que les organisations mondiales spécialisées dans la pêche ont mené des études dans ce sens pour déterminer la diminution de cette richesse. Ses études ont montré, selon lui, que la pollution et le changement climatique sont les principales causes de cette diminution inquiétante. Cette situation a influé sur la part du citoyen algérien en poisson, qui a été sensiblement revue à la baisse ces dernières années. Selon les chiffres à notre disposi-

tion, l'Algérien consomme une moyenne de 2,4 kg de poissons par année, alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fixé une moyenne de 5,6 kg de poissons/an, pour chaque personne. À cet égard, le ministre Ferroukhi estime que *"la solution est de trouver des alternatives à la pêche côtière, en allant vers la pêche en haute mer, et en fournissant d'autres types de poissons, comme le poisson bleu errant, pour combler la pénurie du marché"*. D'ailleurs, *"le plan proposé par le gouvernement pour développer l'industrie de la construction navale vise à résoudre ce problème en allant vers des alternatives à la pêche en haute mer"*, a-t-il fait savoir.

HYDROCARBURES

La valeur des exportations a atteint 20 mds de dollars en 2020

Le volume global des exportations d'hydrocarbures a atteint 82,2 millions en Tonnes équivalent pétrole (TEP), en 2020, pour une valeur de 20 milliards de dollars, soit des baisses respectives de 11% et de 40% par rapport à 2019, a indiqué dimanche le ministère de l'Energie dans une synthèse portant sur le bilan annuel des réalisations provisoires du secteur.

Selon le ministère de l'Energie, la plupart des indicateurs du secteur ont connu *"une tendance baissière durant l'année 2020, en raison de l'impact de la pandémie du Covid-19 sur l'économie nationale"*.

En comptabilisant les exportations hors hydrocarbures du secteur de l'énergie (pétrochimie et autres), la valeur des exportations du secteur atteindra au total 22 milliards de dollars en 2020, selon le même bilan. Concernant les revenus de l'Etat, un montant de 1.853 milliards DA de fiscalité pétrolière a été versé au Trésor public durant l'année 2020, en baisse de 31% rapport au montant de 2019, a ajouté le ministère de l'Energie.

S'agissant des investissements, le montant mobilisé par le secteur pour le développement de ses activités a atteint 7,3 milliards dollars, en baisse de près de 30% par rapport aux réalisations de 2019, qui étaient de 10,2 milliards dollars.

En termes de création d'emplois, le secteur de l'énergie emploie aujourd'hui plus de 285.000 agents, contre 284.000 en 2019, soit une création de près de 1.000 emplois directs.

Le bilan du ministère a relevé également une baisse de la facture des importations de produits pétroliers, à moins de 700 millions de dollars, soit la moitié (-50%) des importations de l'année 2019, représentant une quantité de 1,3 million de tonnes contre 2,5 millions de tonnes en 2019, affichant un recul de -49%.

S'agissant de la production commerciale d'hydrocarbures primaires, elle a atteint 142 millions Tep à fin 2020, contre 157 millions Tep durant la même période de l'année 2019, reflétant une baisse de près de 10%, a détaillé le document.

Dans le segment du raffinage, il a été constaté aussi la baisse des volumes de pétrole traité durant cette année, ce qui a induit une diminution de la production de produits raffinés à 28 millions de tonnes, en baisse (-1,6%) par rapport à 2019.

Pour la production des complexes GNL, elle a atteint 24 millions m3 GNL, soit une baisse de 11% par rapport à l'exercice 2019, tirée principalement par la réduction de la charge du complexe GLIK, suite à l'arrêt annuel pour maintenance.

Cette consommation fait apparaître, selon le bilan du ministère, une forte diminution (-17%) de la demande en produits pétroliers comparativement à 2019. Pour le gaz naturel, la consommation nationale a, elle aussi, enregistré une décroissance (-7%), tirée par celle des besoins de la génération électrique et de ceux des ménages, pour atteindre au final un volume de 44 milliards de m3, contre près de 47 milliards de m3 en 2019, a mentionné le ministère.

370.000 foyers raccordés à l'électricité et 362.000 au gaz naturel, en 2020

L'effort consenti par le secteur de l'Energie, au cours de l'année 2020, a permis de raccorder près de 370.000 nouveaux foyers à l'électricité et 362.000 autres foyers au gaz naturel, a indiqué dimanche le ministère de l'Energie.

Ainsi, le nombre d'abonnés au réseau électrique national a été porté à 10,4 millions, tandis que celui du gaz a atteint les 6,4 millions de clients, a précisé le ministère dans une synthèse portant sur le

bilan annuel des réalisations provisoires du secteur.

S'agissant du raccordement prévu dans le programme ciblant les zones d'ombre, le ministère a fait état de 822 projets qui ont été réalisés pour l'électricité (soit un taux de 19%) sur un objectif 4.381 projets et 482 projets réalisés dans le domaine du gaz sur 1.882 projets prévus (25%).

Les raccordements en électricité des périmètres agricoles ont atteint les 1.706 sur les 3.864 projets prévus, soit un taux de réalisation de 44%, alors que le raccordement des investisseurs a concerné un nombre de 306 projets sur 1.279 demandes pour l'électricité (24%) et 78 projets pour le gaz sur 360 demandes enregistrées (22%). Le Groupe public Sonelgaz a porté la capacité installée de production de l'électricité à 23 GW en 2020 contre 22 GW en 2019, à la suite de l'entrée en service de nouvelles centrales. Ces réalisations ont été accompagnées, selon le bilan du ministère, par un renforcement des réseaux électriques et gaziers, avec la réalisation de 4.200 km de lignes électriques (HT/MT/BT) et 785 postes (MT/BT), ainsi que 450 km de canalisations et 49 postes gaz.

Les ventes d'électricité durant l'année 2020 se sont élevées à 63 TéraWatt Heures (TWh), en baisse de -4% par rapport aux réalisations de 2019, et ont concerné tous les clients, notamment de la basse tension (-4,2%).

De même pour le gaz, dont les ventes ont enregistré, selon le même document, un recul de -1,3% à 18 milliards m3 en 2020. En matière de recherches et de nouvelles découvertes, le ministère de l'Energie a fait état d'une baisse de l'effort global d'exploration et de développement, (-44%) pour atteindre 485 Milliers mètres forés en 2020, avec l'achèvement de 166 puits, contre 265 puits en 2019.

LF 2021

Les nouvelles modalités de radiation du registre de commerce précisées

La Direction générale des Impôts, (DGI), a précisé, dans une note adressée aux services fiscaux, les nouvelles modalités, au plan fiscal, liées à la procédure de la radiation du registre de commerce.

"Cette note a pour objet de porter à la connaissance des services fiscaux, les modifications introduites, par les articles 77 et 88 de la Loi de Finances pour 2021, inhérentes à la procédure relative à la radiation du registre de commerce, notamment en ce qui concerne les documents exigés lors de l'accomplissement de cette formalité", indique la DGI dans sa note diffusée sur son site web.

La DGI explique, qu'aux termes des dispositions de l'article 39 de la LFC 2009, la radiation du registre de commerce était subordonnée à la présentation d'une attestation de situation fiscale, délivrée par les services fiscaux de rattachement, sur demande des contribuables concernés. Pour le suivi par les services fiscaux des conséquences liées à cette radiation, notamment en termes d'assainissement du fichier des contribuables actifs, il est requis, désormais, conformément à la LF 2021, de fournir à l'appui des demandes de radiation du registre de commerce, un document, attestant du dépôt du bilan de cessation d'activité, pour les contribuables relevant du régime d'imposition d'après le bénéfice réel, ou de la déclaration de cessation en ce qui concerne les contribuables relevant du régime de l'IFU'.

La deuxième modalité concerne les contribuables relevant du régime d'imposition d'après le bénéfice réel. Elle ajoute, à ce titre, que *"dès réception du bilan précité, les services d'assiette, devront remettre à l'intéressé un certificat série C no20, reprenant la mention le contribuable a procédé au dépôt du bilan de cessation d'activité, aux fins de radiation du registre du commerce"*.

Pour ce qui est des contribuables soumis au régime de l'Impôt forfaitaire unique, la DGI précise qu'il leur appartient de joindre à la déclaration de cessation d'activité, dont le modèle est joint en annexe, copie de la déclaration définitive, série G n12 bis, déposée au niveau de la recette des Impôts, laquelle doit faire apparaître le chiffre d'affaires ou les recettes professionnelles réalisés.

L'Administration fiscale a, dans ce sillage, précisé que, dans tous les cas de figure, la délivrance du certificat série C no20, attestant du dépôt du bilan de cessation ou de la déclaration définitive relative au régime de l'IFU, *"ne requiert aucun contrôle préalable de la situation fiscale du contribuable concerné, étant rappelé que les services disposent du droit de reprise tel que prévu par les dispositions de l'article 39 et suivants du Code des procédures fiscales"*.

Elle a également souligné, qu'il n'est procédé à la clôture du dossier fiscal des contribuables en question, qu'après présentation d'une attestation de radiation du registre de commerce.

Selon la DGI, les prescriptions de cette circulaire prennent effet à compter du 1er janvier 2021, et elles s'appliquent aux demandes de radiation du registre de commerce introduites à compter de cette date. Elle a, d'autre part, insisté sur la nécessité d'afficher sa note au niveau de l'ensemble des services, pour informer les contribuables des nouvelles modalités, au plan fiscal, liées à la procédure de la radiation du registre de commerce.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Alger
C/A de Sidi M'hamed
Commune d'El Madania
N° : 01 / BM / 2021
N° FISCAL 160306202511

Avis d'Attribution Provisoire du Marché

Conformément aux dispositions des articles 52 et 65 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics, et des délégations de services publics

La Présidente de l'Assemblée Populaire de la Commune d'El Madania, informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres National ouvert avec exigence de capacités minimales N°10/BM/2020 relatif au projet:

***D'Aménagement d'un espace vert (aire de tente) sis Bd Mohamed Belkacemi**

Publié dans les quotidiens nationaux **Midilibre** et **الحوار** en date du : 29/11/2020, qu'après analyse des offres techniques et financières le marché est attribué provisoirement à l'entreprise suivante :

Entreprise	Nif de l'attributaire	Montant TTCDA	Note technique	Délai	Critères de choix
ETB TELMET Mouloud	183440403603111	13.181.332,50	38,75/70 pts	08 Mois	moins disant

Les soumissionnaires qui contestent ce choix, peuvent introduire un recours dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution de cet avis dans la presse nationale et le BOMOP auprès de la commission communale des marchés d'El Madania et ceci conformément aux dispositions des articles 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 modifié et complété, les autres soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres sont invités de se rapprocher du service contractant au plus tard de 03 jours à compter de la première parution de cet avis dans la presse nationale ou dans le BOMOP.

Midi Libre n° 4175 - Lundi 18 janvier 2021 - Anep 2116 000 998

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER

ETABLISSEMENT DE NETTOIEMENT ET DE COLLECTE DES ORDURES MENAGERES - NETCOM-

NIF : 0 995 1601 06632 33

Tél/fax : 021.43.88.84

Avis de consultation N° 01/2021

L'Etablissement de Nettoyement et de Collecte des Ordures Ménagères NETCOM lance un avis de consultation relative à l'acquisition de :

Huit (08) blocs sanitaires, cabines simple 01 porte dont un sanitaire et une douche.

Les Entreprises intéressées par le présent avis peuvent retirer le dossier de consultation au niveau de:

**L'établissement NETCOM, Département des marchés
Quai N°12 les voutes de la pêche
Casbah-Alger.**

* L'offre doit contenir obligatoirement les documents suivants :

- Copie de registre de commerce ;
- Copie de la carte d'immatriculation fiscale ;
- Fiche technique en langue française ;
- La facture pro forma (Prix unitaire en hors taxe - montant en toutes taxes comprises) ;
- Lettre d'engagement sur le délai de livraison ;
- Lettre d'engagement sur le délai de garantie précisant l'étendue de la garantie.
- Casier judiciaire du gérant de l'entreprise (du signataire) ;
- Copie de numéro de relevé de compte bancaire (RIB) ;

NB: les blocs sanitaires proposés doivent être en conformité avec le minimum de la fiche technique de l'établissement sous peine d'élimination.

L'offre doit être présentée sous pli fermé et; Celle-ci doit être anonyme et portant obligatoirement la mention :

**Soumission relative à : la consultation N°01/2021 portant sur l'acquisition de:
Huit (08) blocs sanitaires, cabine simple 01 porte dont un sanitaire et une douche.**

<<À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres >>

* Les offres doivent être déposées au niveau de l'établissement NET COM, service des marchés à l'adresse sus indiquée.

* La durée de préparation des offres est fixée à **Dix (10) jours** à compter de la date de la première parution dans les quotidiens nationaux ou sur le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP).

* La durée de validité de l'offre est égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois.

* Le jour de dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 12 H00, heure limite.

* Si le jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, il est reporté au jour ouvrable suivant.

* L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 13:00H à l'adresse citée ci-dessus.

* Les soumissionnaires sont invités à y assister.

Midi Libre n° 4175 - Lundi 18 janvier 2021 - Anep 2116 001 049

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SKIKDA
DAIRA EL-HARROUCH
COMMUNE EL-HARROUCH

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

NIF/APC : 098421165163815

N 01 / BM / 2021

Conformément aux dispositions des articles 65, 72, 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Le président de l'APC d'El-Harrouch, informe l'ensemble des entreprises ayant participé à l'avis appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour le projet suivant :

*** Aménagement du chaabat MERROUCHE Sur 350 mL jusqu'à tête d'ouvrage**

Paru sur les quotidiens nationaux suivants :

* MIDI LIBRE(24/12/2020)

* EL-HIWARE(24/12/2020)

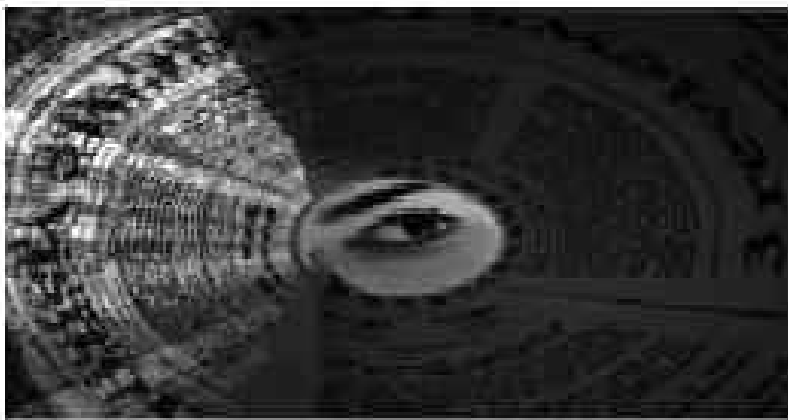
Qu'à l'issue de l'évaluation des offres, il a été décidé l'attribution provisoire des travaux comme suit :

N°	PROJET	ENTREPRISE	MONTANT DE L'OFFRE EN DA/TTC	NOTE OBTENUE	DELAI	NIF	CITERE AYANT PERMIS LE CHOIX
01	* Aménagement du chaabat MERROUCHE Sur 350 mL jusqu'à tête d'ouvrage	LAGHRIB ABDERRAHMANE	44.939.219,50 DA	77.16	12 MOIS	185211602174192	QUALIFIER ET MOINS DISANT

Les soumissionnaires peuvent introduire leurs recours auprès de la commission des marchés compétente dans un délai de DIX (10) jours, à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.

Midi Libre n° 4175 - Lundi 18 janvier 2021 - Anep 2123 000 190

MIDI
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION ALGERIE



L'INFO. RIEN QUE L'INFO

DECES

La famille **ZERGAOUI**, profondément touchée par le décès de leur frère et père **ZERGAOUI FAROUK**, le 14/01/2021 à l'âge de 74 ans.

«Puisse Dieu le Tout-Puissant accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis ».

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

La privatisation via la Bourse d'Alger sans réformes structurelles peut-elle être facteur de développement pour l'Algérie ?

Je tiens, d'abord, à remercier vivement les organisateurs du Cercle algérien pour la prospérité (CAP-2054), composé de nombreux opérateurs, universalités, chercheurs et experts algériens locaux et de la diaspora de cette aimable invitation avec comme conférencier discutant le professeur Mahfoud Benosmane de l'Université d'Annaba et comme modérateur le professeur Bachir Mazouz titulaire à l'Enpap, université du Québec.



La privatisation via la Bourse d’Alger sans réformes structurelles peut-elle être facteur de développement pour l’Algérie ?

Je tiens, d’abord, à remercier vivement les organisateurs du Cercle algérien pour la prospérité (CAP-2054), composé de nombreux opérateurs, universalités, chercheurs et experts algériens locaux et de la diaspora de cette aimable invitation avec comme conférencier discutant le professeur Mahfoud Benosmane de l’Université d’Annaba et comme modérateur le professeur Bachir Mazouz titulaire à l’Enpap, université du Québec.

UNE CONTRIBUTION DU DR ABDERRAHMANE MEBTOUL*

Notre objectif commun est effectivement la prospérité de l’Algérie éternelle, pays à fortes potentialités et acteur stratégique de la stabilité du bassin méditerranéen et du continent Afrique. Je me proposer d’aborder le thème la privatisation via la bourse d’Alger sans réformes structurelles peut elle être facteur de développement pour l’Algérie en deux parties indissociables car enter en, bourse c’est comme jouer au casino, le but recherché de tout actionnaire est de gagner et non de perdre car dans la pratique des affaires n’existent pas de sentiments. **Premièrement**, du fait que tout investisseur pour entrer en Bourse étudie les fluctuations géostratégiques et économiques de l’économie mondiale et pour tout pays la situation tant socio politique que socio- économique. **Deuxièmement** je me pose cette question, la privatisation, à ne pas confondre avec démonopolisation et le partenariat public privé PPP peut être elle facteur de développement sans de profondes réformes politiques et économiques avec des résistances des tenants de la rente car déplaçant des segments du pouvoir.

Première partie
L’environnement international, la situation sociopolitique et socio-économiques facteurs déterminants pour les investisseurs

1.-Il faut dire la vérité, rien que la vérité, en privilégiant les intérêts supérieurs du pays, au-delà des personnes, la démagogie et les discours populistes, pour préserver des intérêts de rente, auxquels la population algérienne est allergique, pouvant conduire le pays à une déflagration économique et sociale. Oui les véritables réformes structurelles économiques n’ont pas commencé, contrairement à certains discours mais soyons réaliste, on ne peut en une année après une léthargie de plusieurs décennies redresser le bateau Algérie où uniquement pour la période 2000/2019, les recettes ont dépassé les 1.000 milliards de dollars avec une sortie de devises en biens et services de plus de 935 milliards de dollars avec un taux de croissance dérisoire qui a fluctué entre 2/3% alors qu’il aurait du être de 9/10%. Oui, la situation socioéconomique est préoccupante à l’instar de bon

nombre de pays dans le monde du fait de la crise actuelle. Face à la crise actuelle qui se traduira par de profonds bouleversements géostratégiques, économiques, sociaux culturels et sécuritaires, l’Algérie ne peut naviguer à vue au gré de la conjoncture. Dans ce cadre, le dernier rapport du programme de relance économique 2020-2024 établi par le département de prospective du premier ministère, doit définir avec exactitude les hypothèses de ses prévisions, chiffrées et datées selon le couple objectifs-réalisations /moyens humains et financiers avec plusieurs scénarios dont bon nombre de variables et paramètres sont exogènes. Afin de voir si la réduction des importations de 10 milliards de dollars et la réalisation d’au moins 5 milliards de dollars d’exportations hors hydrocarbures en 2021 est réalisable face à la détérioration des indicateurs économiques et sociaux, produit tant de erreurs des politique économique du passé l que de l’épidémie du coronavirus qui impacte toute l’économie mondiale. Ce plan que j’ai étudié avec attention doit être amélioré pour être véritablement opérationnel devant avoir un bilan sans complaisance devant tenir compte des mutations tant internes que mondiales, ni sinistrose, ni autosatisfaction, afin de pouvoir tracer les perspectives du redressement national. Le président de la république lui-même a mis en relief les contradictions dues à l’effritement du système d’information où sans une bonne information aucune prévision n’est possible et encore moins le plan de relance 200/2024 proposé récemment par le gouvernement. Qui pour son opérationnalité doit reposer sur six piliers : **premièrement**, sur une démarche méthodologique, existant un théorème universel,80 pour cent d’objectifs mal ciblés ont un impact seulement de 20% avec un gaspillage des ressources rares, mais 20 pour cent d’actions bien ciblées ont un impact sur l’activité économique et sociale de 80%. Pour paraphraser les experts militaires, il faut que les tactiques s’insèrent dans le cadre d’un objectif stratégique d’optimisation du bien être de l’Algérie. Toute analyse opérationnelle doit partir du général, de l’évolution de l’économie mondiale , au niveau interne du cadre macroéconomique et macro social, puis aux réseaux intermédiaires et enfin au niveau micro économique des collectivités locales et

aux projets fiables dans le cadre des avantages comparatifs, ne pouvant pas tout produire ; **deuxièmement**, tout plan opérationnel doit s’inscrire dans le cadre d’une vision stratégique tant des mutations internes qu’internationales, en étant réaliste les hydrocarbures traditionnels resteront encore pour 5 à 10 ans la principale ressource en devises du pays sous réserve de la mise en place de nouvelles filières concurrentielles ; **troisièmement** sur un diagnostic serein de la situation socio-économique et sur une nouvelle gouvernance nationale et locale avec plus de décentralisation et non déconcentration ; **quatrièmement** sur de nouvelles organisations plus crédibles que les anciennes à travers des réseaux, loin de l’ancienne organisation hiérarchique rigide, impliquant les élus locaux et la société civile, entrepreneurs publics, privés, banques, universités, centre de recherche, associations ; **cinquièmement**, sur une bonne communication, le président de la République lui-même ayant mis en relief les contradictions dues à l’effritement du système d’information où sans une bonne information aucune prévision n’est possible. Certains responsables vivant dans une autre époque ne savent pas communiquer alors qu’il est impérieux de préparer l’opinion médiatiquement et organiquement à l’esprit des réformes qui seront douloureuses mais porteuses d’espoir à moyen terme en utilisant les médias lourds-débats-pièces de théâtre, cinémas du fait de la tradition orale de l’Algérien. Les actions et les déclarations doivent être inventoriées, sans tomber dans le piège de l’autosatisfaction et du dénigrement, ni tomber dans le populisme médiatique qui serait alors contre productif ; **sixièmement**, la levée des obstacles d’environnement à la mise en œuvre avec un gaspillage des ressources rares, mais 20 pour cent d’actions bien ciblées ont un impact sur l’activité économique et sociale de 80%. Pour paraphraser les experts militaires, il faut que les tactiques s’insèrent dans le cadre d’un objectif stratégique d’optimisation du bien être de l’Algérie. Toute analyse opérationnelle doit partir du général, de l’évolution de l’économie mondiale , au niveau interne du cadre macroéconomique et macro social, puis aux réseaux intermédiaires et enfin au niveau micro économique des collectivités locales et

2.- L’économie algérienne est une économie rentière exportant 98% d’hydrocarbures à l’état brut ou semibrut avec les dérivées et important 75/85% des besoins des entreprises, dont le taux d’intégration, privé et public ne dépasse pas 15%. Environ 83% du tissu économique étant représentés par le commerce et les services de la bureaucratie au sens négatif du terme, non comme l’entendait Max Weber au service de la société, expliquant, par exemple, les obstacles à la numérisation que l’avis proposé en 1983 en tant que directeur général des études économiques à la cour des comptes ayant été chargé du dossier des surestaries, proposition qui n’a jamais vu le jour au niveau des Douanes car



s’attaquant à de puissants intérêts. Sur le plan du système financier, il est fondamental de promouvoir l’adaptation du système bancaire et de la fiscalité. La mise à niveau du système bancaire est un des axes majeurs car c’est au sein de cette sphère que les rythmes de croissance seront arbitrés à titre principal. L’objectif à viser est d’aboutir à un système bancaire affranchi des ingérences, plus efficient et plus en harmonie avec les exigences d’une intermédiation financière performante et orientée vers l’économie de marché de capitaux. Jusqu’ici, la situation financière des banques publiques a constitué une contrainte qui a inhibé toute velléité de restructuration. Pour ce qui est du système fiscal, celui-ci doit être plus incitatif tout en autorisant une grande rigueur dans son application en vue de la lutte contre l’évasion fiscale par la mise en place d’un système d’information et de communication plus moderne et moins sujet à interprétation. Il est également proposé d’améliorer la lisibilité de la politique générale de l’Etat par référence notamment à une nouvelle loi cadre de planification budgétaire et de simplifier et regrouper dans un cadre plus cohérent, l’organisation institutionnelle chargée d’exécuter une politique désormais plus claire de libéralisation de l’économie et pourquoi pas un grand Ministère de l’Economie scindé en plusieurs Secrétariats d’Etat techniques.

2.- L’économie algérienne est une économie rentière exportant 98% d’hydrocarbures à l’état brut ou semibrut avec les dérivées et important 75/85% des besoins des entreprises, dont le taux d’intégration, privé et public ne dépasse pas 15%. Environ 83% du tissu économique étant représentés par le commerce et les services de la bureaucratie au sens négatif du terme, non comme l’entendait Max Weber au service de la société, expliquant, par exemple, les obstacles à la numérisation que l’avis proposé en 1983 en tant que directeur général des études économiques à la cour des comptes ayant été chargé du dossier des surestaries, proposition qui n’a jamais vu le jour au niveau des Douanes car

logies et la majorité des segments privés et publics vivent grâce aux marchés publics octroyés par l’Etat. Par ailleurs, l’économie est dominée par la sphère informelle employant plus de 45/50% du PIB hors hydrocarbures, s’étendant en période de crise, drainant 33% de la masse monétaire en circulation elle même liée à la logique rentière. Aussi, il faut être réaliste, la situation économique en ce mois de janvier 2021 implique un sursaut national. L’annonce des 250 milliards de dollars consacrés aux entreprises publiques durant les 25 dernières années , annoncé par le ministère délégué à la prospective le 02 janvier 2021 doit préciser durant cette période : la ventilation par entreprises, l’évolution de la création de valeur ajoutée, les effectifs, la partie investissement et la partie assainissements en dinars en devises et les solutions concrètes soit de liquidation ou de restructuration afin de faire face tant à la situation socio-économique interne qu’à l’adaptation aux nouvelles mutations mondiales. En 2020, excepté le secteur agricole qui a connu un réel dynamisme pour certains produits agricoles, mais toujours dépendant de certains inputs et pour l’importation du blé, le taux de croissance du produit intérieur brut PIB algérien dépend fondamentalement via la dépense publique de l’évolution du cours des hydrocarbures qui détermine à la fois le taux d’emploi et les réserves de change. Pour l’Algérie, selon le FMI dans son rapport du 14 avril 2020, le produit intérieur brut réel (PIB) devrait se contracter de 5,2% durant l’année 2020, le rapport de décembre 2020 donnant un taux négatif de 6,5% et suite à cette baisse PIB réel devrait se redresser en 2021 à 3%, taux calculé en référence à l’année 2020 (taux de croissance négatif) donnant globalement, à taux constant, un taux de croissance entre 0 et 1% termes réel , ce taux étant inférieur aux taux de pression démographique.. Actuellement ,du fait que les recettes de Sonatrach sont passées de 34 milliards de dollars en 2019 à une prévision de 20/21 milliards de dollars fin 2020, la cotation du cours du pétrole étant le 07 janvier 2020 à 54,23 dollars le Brent et 50,59 le Wit mais avec un dollar dépré-

cie coté à 1,2254 un euro, du fait d’une légère reprise de l’économie mondiale, de la baisse des stocks américains, de la récente décision de l’Opep mais qui ne représente que 33% de la commercialisation mondiale, et de la faiblesse du dollar, cotation au 07 janvier 2021, 1, 2256 un euro où en cas d’un cours à 1,10 dollar un euro, le Brent serait en dessous den 50 dollars). Il ne faut pas oublier que 33% les recettes de Sonatrach proviennent du gaz naturel dont le cours a chuté de près de 70% étant coté le 07 janvier 2020 à 2,587 dollars le MBTU contre 8/10 dollars en 2010. Le déficit budgétaire selon le PLF2021, serait de 21,75 milliards de dollars en 2021 au cours de 128 dinars un dollar, cotation au moment de l’élaboration de cette loi, contre à la clôture 2020 de 18,60 milliards de dollars et un déficit global du trésor prévu de 28,26 milliards de dollars. Pour faire face aux tensions financières, vision purement monétariste, source d’inflation en cas de non-crédation de valeur ajoutée, nous assistons à une dévaluation accélérée qui ne dit pas son nom de la cotation du dinar officiel du dinar où le 07 janvier 2021, un euro s’échange à 162,7211 dinars un euro et 132,2076 un dollar. La dépréciation simultanée du dinar par rapport au dollar et l’euro a pour but essentiel de combler artificiellement le déficit budgétaire, non articulé à un véritable plan de relance économique et donc assimilable à un impôt indirect que supporteraient les consommateurs algériens. Ainsi, le gouvernement actuel projetant pour 2023 environ 185 dinars un euro et 156 dinars pour un dollar et en prenant un écart seulement de 50%- à l’avenir l’écart pourrait atteindre 100% sinon plus du fait de la rigidité de l’offre , au niveau du marché parallèle, nous aurons environ 300 dinars un euro taux de croissance entre 0 et 1% termes réel , ce taux étant inférieur aux taux de pression démographique.. Actuellement ,du fait que les recettes de Sonatrach sont passées de 34 milliards de dollars en 2019 à une prévision de 20/21 milliards de dollars fin 2020, la cotation du cours du pétrole étant le 07 janvier 2020 à 54,23 dollars le Brent et 50,59 le Wit mais avec un dollar dépré-

lars. L’annonce du ministre des Finances d’une réduction des importations de 8 milliards de dollars en 2020 ne relèvent pas d’une bonne gestion mais de la réduction drastique des importations qui ont paralysé bon nombre de secteurs. C’est comme dans un ménage où la réduction de la nourriture entraîne des maladies sur le corps social. L’Algérie ne peut continuer à fonctionner sur la base d’un cours supérieur à 100 dollars le baril entre 2020/2021, selon le FMI le cours budgétaire inscrit dans les différentes lois de finances 30 à 40 dollars étant un artifice comptable, le prix d’équilibre était estimé de 104,6 dollars en 2019, à 101,4 dollars en 2018 et à 91,4 en 2017.

3- Cette faiblesse du taux de croissance, où le budget d’équipement est en baisse dans le PLF2021 avec un accroissement démesuré du budget de fonctionnement, a un impact sur le cadre macro social où l’éradication des zones d’ombre, des populations isolées vivant encore à l’ère de l’époque coloniale, doit être une priorité nationale à la fois pour des raisons de justice sociale mais également en évitant les fameux programmes sociaux de wilayas ayant eu un impact limité, avec des surcoûts exorbitants, donc économiques dans la mesure où toute création de richesses dépend d’entreprises innovantes. La population algérienne est passée de 12 millions en 1965 à 44,6 au 1er janvier 2020, il faudra créer non par décrets vision administrative mais favoriser les entreprises créatrices de richesses en levant toutes les contraintes d’environnement, dont la bureaucratie , la léthargie du système financier, le foncier ,l’adaptation du système socio-éducatif, entre 350.000/400.000 emplois par an qui s’ajoute aux taux de chômage actuel, difficile à réaliser. Le FMI estime le taux de chômage à 15, 5% pour 2020 et pour les organisations patronales, le gouvernement n’a pas encore mis en place les plans de sauvetage promis, sans compter qu’environ 40/45% de la population active, soit 5/6 millions sont sans protection sociale. Mais malgré toutes ces tensions budgétaires, le gouvernement a maintenu les transferts sociaux budgétés, comme acte de solidarité nationale quasiment inchangés par rapport à 2019, s’établissant environ 14 milliards de dollars, soit 8,4% du PIB, et plus de 21% de la totalité du budget de l’Etat. Or, la Caisse nationale des retraites (CNR), qui a connu, depuis 2014, un déficit qui ne cesse de s’accroître en passant de 1,2 milliard de dollars en 2014 à 5,2 milliards de dollars en 2019, lequel atteindrait les 5,3 milliards DA en 2020, le nombre de retraités s’élevant fin 2019 à 3,2 millions. Ces transferts sont intenablement sans actions ciblées pour les plus démunies.

Deuxième partie
Les cinq conditions préalables au succès de la privatisation partielle via la Bourse d’Alger

1. La privatisation ne peut intervenir avec succès que si elle s’insère dans le cadre d’une cohérence et visibilité de la politique socio- économique globale et que si elle s’accompagne d’un univers concurrentiel et un dialogue soutenu entre les partenaires sociaux. C’est un acte éminemment politique et non technique car déplaçant des segments de pouvoir d’où des résistances au changement des tenants de rente sous le slogan *“bradage du patrimoine national”* . La privatisation partielle ou totale doit répondre à de nombreux objectifs qui ne sont pas tous compatibles et qu’il convient de hiérarchiser dans la formulation d’un programme de privatisation pouvant varier et être adaptés en fonction du contexte international, social et économique interne et de l’activité ou de l’entreprise ce qui suppose la résolution de neuf contraintes qui doivent être levées afin d’éviter la méfiance des investisseurs sérieux, en premier lieu la corruption qui alourdit le cout des projets entre 20/30% sinon plus et éloigne les véritables investisseurs, 0, l’instabilité juridique perpétuelle, la rénovation de toutes les structures du ministère des finances à travers sa numérisation, fiscalité, domaine, banques, douane et mettre fin à une bureaucratie centrale et locale paralysante renvoyant à la refonte du système sociopolitique. L’on ne doit pas confondre privatisation et démonopolisation complémentaire, tous deux, processus éminemment politique, allant vers le désengagement de l’Etat de la sphère économique afin qu’il se consacre à son rôle de régulateur stratégique en économie de marché. La privatisation est un transfert de propriété d’unités existantes vers le secteur privé et la démonopolisation consiste à favoriser l’investissement privé nouveau. L’objectif de la démonopolisation et celui de la privatisation doivent renforcer la mutation systémique de la transition d’une économie administrée vers une économie de marché concurrentielle. Le premier objectif d’une bonne privatisation est son impact sur la réduction du déficit budgétaire. En effet, l’expérience de ces dernières décennies , plusieurs dizaines de milliards de dollars ont été consacrés à l’assainissement des entreprises publiques entre 1991/2020 dont plus de 80% sont revenues à la case de départ, montant de quoi créer tout un nouveau tissu productif et des millions d’emplois productifs. La majorité des entreprises publiques ont un actif net inférieur au quart de leur capital social et une trésorerie inférieure à un mois de leur chiffre d’affaires avec un endettement croissant auprès des banques publiques malades de leurs clients. Le deuxième objectif est la dynamisation des exporta-

tions hors hydrocarbures et de contribuer à l’instauration d’une économie de marché concurrentielle loin de tout monopole qu’il soit public ou privé. Il n’existe pas d’économie de marché à l’algérienne mais des spécificités sociales avec des règles universelles, la domination de la propriété privée des moyens de production. La gestion des entreprises publiques sont rigides par définition, malgré souvent la bonne volonté des gestionnaires soumis à des interférences administratives. La privatisation bien menée peut être le moteur de la croissance de l’économie nationale car favorisant l’émergence de structures concurrentielles. Il appartiendra à l’Etat régulateur, garant de la cohésion sociale à laquelle je suis profondément attachée surtout en cette période de tensions budgétaires et internes et à nos frontières de faire respecter le contrat entre les employeurs et les salariés afin que la logique du profit ne porte atteinte à la dignité des travailleurs. Mais en n’oubliant jamais que la plus grande dévalorisation morale dans toute société et d’être un chômeur ou un assisté. L’important n’est pas de travailler chez le privé national, international ou chez l’Etat, l’important pour nos enfants est de trouver un emploi durable dans le cadre de la protection sociale.

2.- Les conditions de réussite suppose de lever neuf contraintes
Premièrement, les filialisations non opérantes par le passé dont l’objectif était la sauvegarde du pouvoir bureaucratique. Or, c’est le fondement de la réussite tant de l’ouverture partielle du capital que d’une privatisation totale. **Deuxièmement**, le patrimoine souvent non défini (absence de cadastre réactualisé) pose la problématique de l’inexistence des titres de propriété fiables sans lesquels aucun transfert de propriété ne peut se réaliser. Pour éviter la dilapidation du patrimoine, il y a lieu de différencier l’outil de production des biens immobiliers et terrain dont l’évaluation doit se faire au prix du marché en temps réel. **Troisièmement**, des comptabilités défectueuses de la majorité des entreprises publiques et des banques, (la comptabilité analytique pour déterminer exactement les centres de couts par sections étant pratiquement inexistantes et les banques ne répondant pas aux normes internationales, rend difficile les évaluations d’où l’urgence de la réforme du plan comptable actuel inadapté , rendant encore plus aléatoire l’évaluation dans la mesure où le prix réel de cession varie considérablement d’année en année, voire de mois en mois, de jour en jour en bourse par rapport au seul critère valable, existant un marché mondial de la privatisation où la concurrence est vivace.



Quatrièmement, la non-préparation de l'entreprise à la privatisation, certains cadres et travailleurs ayant appris la nouvelle dans la presse, ce qui a accru les tensions sociales. Or, la transparence est une condition fondamentale de l'adhésion tant de la population que des travailleurs à l'esprit des réformes liées d'ailleurs à une profonde démocratisation de la société. **Cinquièmement**, la non-clarté pour la reprise des entreprises pour les cadres et ouvriers supposant la création d'une banque à risque pour les accompagner du fait qu'ils possèdent le savoir-faire technologique, organisationnel et commercial la base de toute unité fiable doit être constitué par un noyau dur de compétences. **Sixièmement** est la résolution des dettes et créances douteuses, les banques publiques croulant sous le poids de créances douteuses et la majorité des entreprises publiques étant en déficit structurel, endettés, surtout pour la partie libellée en devises sans un mécanisme transparent en cas de fluctuation du taux de change. Pour ce cas précis, l'actuelle politique monétaire instable ne peut encourager ni l'investissement productif ni le processus de privatisation. Le PLF2021 fait les projections de 142 dinars pour un dollar en 2021, 149,71 dinars en 2022 et 156 dinars en 2023 (environ 190 euros), contre 157 dinars le 06 décembre 2020 et 200 dinars sur le marché parallèle, donnant en tendance 250 euros sur le marché parallèle, sous réserve de la maîtrise de l'inflation qui en cas de hausse entraîne la hausse des taux d'intérêts des banques freinant l'investissement productif. Avec 98% des recettes en devises avec les dérivées provenant des hydrocarbures permettant des réserves de change qui tiennent la cotation à plus de 70%, si fin 2021, les réserves de change clôturent à 10/15 milliards de dollars, la banque d'Algérie devrait coter le dinar à environ 200 dinars et le cours sur le marché parallèle actuellement de 200 dinars un euro s'envolerait à plus de 250/300 dinars un euro. Dans ce cas, il est illusoire tant d'attirer l'épargne de l'émigration via les banques que l'on veut installer avec des couts en devises, que de capter le capital argent via la sphère informelle, les lois économiques étant insensibles aux slogans politiques. Comment voulez-vous qu'un opérateur quelque soit sa tendance idéologique avec cette instabilité monétaire investit à long terme sachant que la valeur du dinar va chuter d'au moins 30% sinon plus dans deux à trois années. **Septièmement**, les délais trop longs avec des chevauchements de différents organes institutionnels entre le moment de sélection de l'entreprise, les évaluations, les avis d'appel d'offres, le transfert, au Conseil des Participations, puis au Conseil des ministres et la délivrance du titre final de propriété ce qui risque de décourager tout repreneur, car en ce monde, les capitaux mobiles vont s'investir là où les obstacles économiques et politiques sont mineurs, le temps étant de l'argent. **Huitièmement**, la synchronisation clairement définie permettrait d'éviter les longs circuits bureaucratiques et revoir les textes juridiques actuels contradictoires, surtout en ce qui concerne le régime de propriété privée, pouvant entraîner des conflits interminables d'où l'urgence de leur harmonisation par rapport au droit international. Les répartitions de compétences devront être précisées où il est nécessaire de déterminer qui a le pouvoir de demander l'engagement d'une opération de privatisation, de préparer la transaction, d'organiser la sélection de l'acquéreur, d'autoriser la conclusion de l'opération, de signer les accords pertinents et, enfin, de s'assurer de leur bonne exécution. **Neuvièmement** analyser lucidement les impacts de l'Accord d'association de libre échange l'Europe, toujours en négociations pour un partenariat gagnant-gagnant,

qui a des incidences économiques sur les institutions et les entreprises publiques et privées qui doivent répondre en termes de couts et qualité à la concurrence internationale

3.-Qu'en est-il de la privatisation partielle via la Bourse d'Alger

Cela rejoint les remarques précédentes de la privatisation en général, où dans en raison de la situation actuelle des banques et des entreprises publiques, il sera dextrement difficile d'opérer la privatisation partielle via la Bourse d'Alger qui doit répondre à cinq conditions étant en léthargie depuis sa création, ayant construit un stade sans joueurs et, paradoxe, ayant introduit par injonctions administratives certaines entreprises publiques déficitaires, achetant des entreprises déficitaires. **Premièrement**, il ne peut y avoir de bourse fiable sans un système productif performant concurrentiel, loin de tout monopole qu'il soit public ou privé, évitant les instabilités juridiques renvoyant à un État de droit. Nos responsables sont-ils conscients qu'existe un marché mondial de la privatisation, où la concurrence est vivace et où le facteur déterminant est la demande avec la prise en compte du goodwill (demande potentielle) et pas seulement l'offre, et qu'il faut éviter que certains prédateurs ne soient intéressés que par les actifs immobiliers et non pas par l'outil de production. **Deuxièmement**, une bourse doit se fonder sur un système bancaire renoué. Or, le système financier algérien depuis des décennies est le lieu par excellence de la distribution de la rente des hydrocarbures, et un enjeu énorme de pouvoir. En effet, malgré le nombre d'opérateurs privés, nous avons une économie de nature publique avec une gestion administrée, la totalité des activités, quelles que soient leur nature, se nourrissant de flux budgétaires, de la capacité réelle du trésor. On peut considérer que les banques en Algérie opèrent non plus à partir d'une épargne puisée sur le marché, mais par les avances récurrentes (tirage : réescompte) auprès de la banque d'Algérie, les entreprises publiques en déficit structurel étant refinancées par le trésor public sous forme d'assainissement – et pas seulement pour la période récente, il faut compter aussi les coûts de la restructuration entre 1980/1990. Cette transformation n'est pas dans le champ de l'entreprise mais se déplace dans le champ institutionnel (répartition de la rente des hydrocarbures) et dans cette relation, le système financier algérien reste passif. Plus de 90 % de ces entreprises sont revenues à la case départ, montrant que ce n'est pas une question de capital argent, la richesse réelle supposant la transformation du stock de monnaie en stock de capital – et là est toute la problématique de développement. **Troisièmement**, il ne peut y avoir de bourse sans la résolution des titres de propriété qui doivent circuler librement, segmentés en actions ou obligations renvoyant d'ailleurs à l'urgence de l'intégration de la sphère informelle par la délivrance de titres de propriété, comme il ne peut y avoir de bourse des valeurs fiables sans des comptabilités claires et transparentes calquées sur les normes internationales, par la généralisation des audits et de la comptabilité analytique afin de déterminer clairement les centres de coûts pour les actionnaires. Cela pose la problématique de la refonte du système comptable et de l'adaptation du système socio-éducatif, l'ingénierie financière étant presque inexistante dans le pays, malgré de nombreuses compétences, le poste services sorties de devises au sein de la balance des paiements ayant été de 10/11 milliards de dollars par an entre 2010/2019. Le poste services au niveau de la balance des paiements avec des sorties de devises 2010/2019 varie entre 9 et 11 milliards de dollars par an, qui s'ajoutent aux sorties de devises des biens d'importations. **Quatrièmement**, des comptes transpa-

rents en temps réel reposant sur des comptabilités analytiques et non de comptes consolidés via les comptes des comptes de transfert qui voiler l'efficacité réelle. Existant quelques rares exceptions, il se trouve que dans leur état actuel, les comptes des entreprises publiques et privées algériennes, de la plus importante à la plus simple, sont en contradiction avec les audits les plus élémentaires. À titre d'exemple, Sonatrach a besoin d'un nouveau management stratégique à l'instar de la majorité des entreprises algériennes, avec les comptes clairs afin de déterminer les coûts par sections. Or, nous assistons à l'opacité de la gestion de Sonatrach, qui se limite à livrer les comptes globaux consolidés sans distinguer si le surplus engrangé est dû à des facteurs exogènes, prix au niveau international, ou à une bonne gestion interne. **Cinquièmement**, pour attirer les opérateurs tant nationaux qu'internationaux, s'impose la stabilité monétaire et juridique, ainsi que la résolution des dettes et créances douteuses. Or, les banques publiques croulent sous le poids de créances douteuses et la majorité des entreprises publiques sont en déficit structurel, surtout pour la partie libellée en devises supposant des mécanismes transparents en cas de fluctuation du taux de change. La dépréciation simultanée du dinar par rapport au dollar et l'euro, principales monnaies d'échange, ne répond pas aux valeurs en bourse où la cotation est inversement proportionnelle, ayant pour but essentiel de combler artificiellement le déficit budgétaire, assimilable à un impôt indirect. Ainsi, le gouvernement actuel projetant pour 2023 environ 185 dinars un euro et 156 dinars pour un dollar, et en prenant un écart de 50 % par rapport au marché parallèle, nous aurons environ 300 dinars un euro minimum en 2023, sous réserve de la maîtrise de l'inflation, sinon l'écart serait plus important, avec une projection 250 euros fin 2021 en cas d'ouverture des frontières et l'inévitable hausse des taux d'intérêts des banques primaires pour éviter leurs faillites. Le danger est une spirale inflationniste avec une déstabilisation politique à la vénézuélienne, pays qui a la première réserve mondiale de pétrole plus de 14 fois celle de l'Algérie mais avec un système économique presque similaire devant comparer le comparable. Même le FMI et la banque mondiale ont révisé leurs positions, devant forcément synchroniser la sphère réelle et la sphère financière, la dynamique économique et la dynamique sociale

En conclusion : évitez les utopies

Force est de constater qu'il reste beaucoup à faire pour que certains responsables algériens s'adaptent aux arcanes de la nouvelle économie, aucun pays à travers l'histoire ne s'étant développé grâce uniquement aux matières premières mais par la bonne gouvernance, la réforme des institutions et la valorisation du savoir. Évitions d'induire en erreur les autorités du pays avec des surcoûts faramineux comme par le passé sans rentabilité réelle. Par exemple, l'investissement avec tous les annexes arrivé au port, de Gara Djebilet nécessitera plus de 7 milliards de dollars d'investissement, l'ex-ministre de l'Industrie en 2008 estimait à 15 milliards de dollars avec la création de 4800 emplois directs et 15.000 emplois indirects (l'actuel ministre 3500 énorme écart, source APS) et l'actuel ministre de l'Industrie en date du 11 juin 2020 avait déclaré que le coût d'investissement dans les deux projets phosphate et gara Djebilet est estimé « entre 15 et 16 milliards de dollars : cela démontre la non maturation des projets de la part des responsables et qui croire avec des différences de plusieurs milliards de dollars ? Afin d'éviter d'induire en erreur tant l'opinion publique que les plus hautes autorités du pays, l'actuel ministre des Mines doit donner le montant en dinars et en devises du projet dans sa globalité, la part du finance-

ment de la partie algérienne et la rentabilité effective pour éviter les errements du passé qui ont conduit le pays à la situation actuelle. A un cours de 100 dollars la tonne (cours moyen de 2020) le fer brut, pour une exportation brute de 30 millions de tonnes auquel, le chiffre d'affaire serait de 3 milliards de dollars, montant il faudra retirer 40% de charges, le coût d'exploitation étant très élevé restant 1,80 milliard de dollars Ce montant est à se partager selon la règle des 49/51%, avec le partenaire étranger restant à l'Algérie 920 millions de dollars. C'est que l'exploitation du fer de Gara Djebilet nécessitera de grands investissements dans les centrales électriques, des réseaux de transport, une utilisation rationnelle de l'eau, des réseaux de distribution qui fait défaut du fait l'éloignement des sources d'approvisionnement, tout en évitant la détérioration de l'environnement, unités très polluantes et surtout une formation pointue. Et là on revient à la ressource humaine, pilier de tout processus de développement. En prenant l'hypothèse de 7 milliards de dollars, le retour en capital pour une exportation de 30.000 tonnes de fer brut/an, serait de 8/10 ans. Donc pas de rente et donc, seule la transformation en produits nobles (aciers spéciaux) peut procurer une valeur ajoutée plus importante à l'exportation, mais nécessitant d'importants investissements et des partenaires qui contrôlent le marché mondial. Par ailleurs où en sont les réalisations effectives des projets de mines d'or, proposés aux jeunes investisseurs dans le sud sachant que l'exploitation a un cout important, et la rentabilité est fonction du cours de l'once d'or qui fluctue depuis trois années entre 1600 et 2100 dollars l'once, la cotation le 06/01/2020 étant de 1949 dollars. Soyons réaliste, la rente des hydrocarbures sera pour longtemps, la principale société pourvoyeur de devises où avec la crise actuelle, il est utopique d'attirer massivement les IDE et de canaliser le capital-argent de la sphère informelle. D'où l'importance de l'installation du Conseil national de l'énergie seul organe habilité à tracer la future politique énergétique devant s'orienter vers un Mix énergétique fondement de la transition énergétique. L'Algérie a toutes les potentialités de surmonter la crise actuelle sous réserve d'une vision stratégique de développement hors hydrocarbures, une lutte contre, la corruption passible du code pénal à ne pas confondre avec acte de gestion, passant par la numérisation avec des interconnexions intra-secteurs reliés aux réseaux internationaux. La transition d'une économie de rente à une économie hors hydrocarbures, suppose un profond réaménagement du pouvoir, nécessitant une restructuration du système partisan loin des aléas de la rente, et surtout la dynamisation de la société civile ; pas celles qui vivent de la rente et qui ont applaudi tous les gouvernements passés, qui, en symbiose avec les Etats et les institutions internationales jouera un rôle de plus en plus déterminant en ce XXIe siècle. Le compromis des années 2021/2030 devront concilier l'impératif de productivité et la cohérence sociale, les principes d'une société ouverte et le devoir de solidarité, en un mot l'efficacité et l'équité, les politiques parleront de justice sociale qui ne saurait signifier égalitarisme vision populiste suicidaire. En bref la réussite du processus de développement implique la refonte du système politique et socio-économique. La tolérance par la confrontation d'idées contradictoires productives, loin de tout dénigrement, est la seule voie pour dépasser l'entropie actuelle. Le plus ignorant est celui qui prétend tout savoir et méditant les propos pleins de sagesse du grand philosophe Voltaire : *“Monsieur je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me batrai de toutes mes forces pour que vous puissiez toujours le dire.”*

CONSTANTINE, RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

Raccordement des zones enclavées

Visant l'amélioration des conditions de vie des habitants des régions enclavées, l'opération de raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité s'inscrit dans le cadre des directives des autorités publiques visant le développement de ces zones.

PAR BOUZIANE MEHDI

Répartis sur plusieurs zones enclavées des communes de Beni-H'midene et d'Aïn-Smara, dans la wilaya de Constantine, pas moins de 361 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel et d'électricité lors d'une visite de travail et d'inspection effectuée par le wali, Ahmed Abdelhafid Saci. Visant l'amélioration des conditions de vie des habitants de ces régions, l'opération est inscrite dans le cadre des directives des autorités publiques visant le développement des zones enclavées, a indiqué l'APS, ajoutant que selon des explications données sur place par les services de la concession de distribution de l'électricité et du gaz, le raccordement au réseau de gaz naturel a ciblé 206 habitations dont 156 foyers dans la mechta de Beni-Oueguad et 15 autres dans celle d'Aïn-Kesiba relevant de la commune



de Beni-H'midene ainsi que 35 foyers dans la zone d'ombre Belkerfa-Amar, à Aïn-Smara. Ayant nécessité la réalisation d'un réseau de gaz de distribution de près de 4 km, ces actions ont mobilisé une enveloppe financière de près de 10 millions de dinars, puisés du budget de wilaya sur l'exercice 2020, a fait savoir l'APS, précisant que selon les fiches techniques présentées sur les lieux et s'agissant du volet alimentation en énergie électrique, 155 foyers répartis sur les villages de Hemayed et de Belkerfa-Amar à Aïn-Smara ont bénéficié des bienfaits de cette énergie, à travers la réalisation de plus de 4 kilomètres de réseau de distribution pour 11,5 millions DA, puisé du budget de wilaya de l'année 2020. Situés à une dizaine de kilomètres au centre de la localité de Beni-H'midene, 33 foyers de la zone enclavée de Houima ont été raccordés au réseau d'alimentation en eau potable et non loin de cette mechta, le chef de l'exécutif local a inspecté le chantier d'aménagement

de 5 kilomètres d'un chemin communal reliant les mechtas de Djenan El-Baz et de Sidi-Idriss en passant par celle de Soussani. La réception de cette opération financée dans le cadre du plan communal de développement dont les travaux sont à 85 % de taux d'avancement est prévue avant la fin de l'année en cours.

A Beni-H'midene, il a été, au cours de la même visite, procédé à l'inauguration d'une nouvelle salle de soins dans la zone d'ombre de Sefsafa et dans la même région, le wali a écouté les préoccupations des citoyens des mechtas d'El-Mara et de Talbi-Hama liées notamment au déficit en gaz et absence de réseau d'assainissement en plus du transport scolaire. Concernant le transport scolaire, le chef de l'exécutif local s'est engagé à l'assurer "dans les meilleurs délais" et a affirmé que les "autres préoccupations seront prises en charge dans le cadre du budget de wilaya pour l'exercice 2021".

B. M.

GUELMA, TOMATES DESTINÉES À LA TRANSFORMATION INDUSTRIELLE

Bonification de la production

La campagne 2019-2020 de production de la tomate fraîche destinée à la transformation industrielle qui a coïncidé avec l'éruption de la pandémie de Covid-19, n'a pas essuyé de revers dans la wilaya de Guelma grâce aux efforts conjugués et à l'indiscutable détermination des agriculteurs qui ont bonifié la production comparative-ment aux années précédentes.

Tous les acteurs impliqués dans la production de la tomate industrielle à Guelma, agriculteurs, administrateurs, transporteurs et transformateurs, s'accordent à dire que la production de ce produit alimentaire n'aurait pas été concrétisée en 2020 sans la pugnacité des agriculteurs, estimant que leur combat a permis de garantir la sécurité alimentaire.

La production réalisée par la filière tomate industrielle durant la saison agricole 2019-2020 s'élève à plus de 3,520 millions de quintaux avec un rendement estimé à 865 quintaux par hectare, selon les chiffres de la direction des services agricole de la wilaya de Guelma.

La production enregistrée en 2020, en dépit de la crise sanitaire, a connu une

hausse significative par rapport à la saison 2018-2019, à l'issue de laquelle un total de 3,36 millions de quintaux a été enregistré, et celle de 2018-2017, couronnée par une production de plus de 2 millions de quintaux.

Malgré les conditions sanitaires non favorables ayant jalonné toutes les phases de la culture de la tomate, de la plantation jusqu'à la récolte, la dernière campagne de la filière a enregistré une amélioration dans la production, mais aussi dans les superficies cultivées qui ont atteint 4.068 hectares cette année, contre 3 375 hectares la saison précédente. Les efforts exceptionnels consentis par tous les acteurs de la filière de la tomate industrielle ont permis de réaliser des chiffres importants au niveau de la transformation. Les quantités transférées cette saison aux usines ont atteint 2, 390 millions de quintaux, contre 1,7 million qx lors de la saison précédente. Les chiffres attestent que la dernière production est la meilleure enregistrée depuis 2015, devançant ainsi la quantité de tomates transformées durant la saison 2015-2016, estimée à l'époque

à 2, 57 millions de quintaux.

Le président de la chambre d'agriculture de la wilaya de Guelma, Amar Lahdidi, considère que la production réalisée durant l'exercice 2019-2020, comme étant "exceptionnelle", que ce soit en termes de quantité totale produite ou en termes de qualité et de rendement variant, a-t-il dit, "entre 800 quintaux à l'hectare et 1.200 quintaux à l'hectare, en fonction des agriculteurs".

Des résultats qui renforcent, a souligné M. Lahdid, la "position de la wilaya de Guelma en sa qualité de pôle agricole par excellence sur les plans régional et national, s'agissant de cette filière agricole stratégique."

Evoquant, par ailleurs, les directives du ministère de l'Agriculture et du Développement rural et des autorités de la wilaya de Guelma, la même source a rappelé que "les agriculteurs ont été autorisés à poursuivre leurs activités durant la période de confinement à domicile pour lutter contre la propagation de l'épidémie, justifiant cela en montrant notamment la carte du fellah".

APS

ALGER

3 milliards DA alloué au secteur de l'eau

Une enveloppe financière de 3 milliards DA a été allouée durant l'année 2020 par la wilaya d'Alger au soutien du stockage de l'eau et à la prévention des maladies hydriques. L'eau constitue en effet un chapitre prioritaire dans le plan d'action de la wilaya d'Alger et représente un taux de 35 % dans le budget d'équipement de l'exercice 2020.

L'enveloppe financière allouée à ce secteur a permis de lancer la réalisation de projets de stations de dessalement d'eau de mer, pour remédier au problème de manque de pluviométrie. Les habitants de la capitale ont besoin d'un volume de 275.000 m³ pour satisfaire leurs besoins quotidiens en eau potable.

Le plan d'action de la wilaya d'Alger prévoit, notamment, la réparation des fuites sur le réseau de distribution de l'eau, ce qui va permettre de récupérer jusqu'à 30.000 m³/j.

Néanmoins, les interventions sur le réseau peuvent engendrer des coupures

"indispensables" d'approvisionnement en eau potable, parfois au niveau de plusieurs communes, de 4 à 10 jours selon la nature des travaux.

RELIZANE

Sauvetage d'un zerdi dans la forêt d'El-Amamra

Des agents forestiers ont sauvé, au niveau de la forêt d'El-Amamra dans le territoire de Zemmoura, 20 kilomètres au sud de Relizane, un zerdi (mangouste), une espèce animale menacée de disparition.

Cet animal rare a été découvert dans la zone de Dersa, située dans la forêt d'El-Amamra de Zemmoura, lors d'une patrouille de routine des agents forestiers sur le site en question.

Le zerdi découvert, une femelle, blessé au niveau des pattes après avoir été victime d'un piège traditionnel, a été pris en charge pour les soins nécessaires, avant d'être relâché dans son milieu naturel. La mangouste est classée dans la catégorie des animaux non domestiques protégés en vertu du décret exécutif 12-235 du 24 mai 2012.

Le zerdi est un mammifère carnivore, agile, vif, mince et allongé, à queue presque aussi longue que le corps. Il se nourrit d'insectes, de rongeurs, d'amphibiens, de reptiles et d'œufs. Cet animal est chassé la nuit par des chasseurs pour l'empêcher de se nourrir d'œufs ou de poussins.

APS

COURS DU BARIL DE PÉTROLE SAHARA BLEND ALGÉRIEN

Une hausse de 7,40 dollars en 2020

Sur le marché pétrolier international, les cours du baril de pétrole brut algérien, Sahara Blend, sont classés au troisième rang des pays exportateurs de pétrole (Opep), en achevant l'année 2020 avec une augmentation de 7 dollars.

Les cours du Sahara Blend, le brut de référence algérien, ont terminé l'année 2020 en hausse de plus de 7 dollars, en s'établissant à 49,99 dollars le baril en décembre dernier, selon les chiffres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) publiés dans son dernier rapport mensuel.

"Les cours du pétrole brut algérien (Sahara Blend) ont atteint 49,99 dollars le baril en décembre 2020, contre 42,59 dollars en novembre dernier, soit une hausse de 7,40 dollars, (+17,4%)", précise la même source.

Avec cette progression, le Sahara Blend a été le 3^e brut le plus cher des 13 bruts de l'Opep en décembre dernier, après l'angolais Girassol (51,50 dollars/baril), le guinéen équatorial Zafiro (50,4 dollars/baril).

Cependant, la moyenne annuelle des prix du brut algérien a connu une baisse, en passant de 64,49 dollars/baril en 2019 à 42,12 dollars en 2020, maintenant malgré cela la troisième place du brut le plus cher de la composante du panier de l'Opep durant l'année précédente, après l'émirati Murban (42,98 dollars/baril) et l'angolais Girassol (42,64 dollars/baril).

Le prix du brut algérien est établi en fonction des cours du Brent, brut de référence de la mer du Nord, coté sur le marché de Londres avec une prime additionnelle pour ses qualités physico-chimiques appréciées par les raffineurs.

La progression du Sahara Blend en décembre dernier et d'autres bruts du



panier de l'Opep intervient dans un contexte d'une hausse des prix du brut de référence liés au milieu des signes d'amélioration des fondamentaux du marché pétrolier.

"Le panier de référence de panier de l'Opep (ORB) a augmenté pour le deuxième mois (novembre et décembre 2020) consécutif en raison de la hausse des prix du brut de référence liés au milieu des signes d'amélioration des fondamentaux du marché pétrolier", avance l'Opep.

Elle a, à ce propos, indiqué que toutes les valeurs des composants de l'ORB se sont renforcées en décembre 2020, dont ceux de l'Afrique de l'Ouest et du Nord comprenant, notamment, le nigérian Bonny Light, le guinéen équatorial Zafiro, Djeno (Congo), Rabi Light (Gabon), Es Sider (Libye) et l'angolais Girassol en hausse de 7,39 dollars, soit 17,9% en moyenne, à 48,74 dollars le baril.

Les prix du pétrole brut soutenus par les décisions de l'Opep+

Cette progression des prix du brut s'explique, notamment, par

l'optimisme affiché par les investisseurs quant à un rebond économique et une reprise rapide de la demande de pétrole suite au déploiement des vaccins Covid-19 dans plusieurs régions, tandis que davantage de pays approuvaient différents vaccins, indique l'Organisation.

Dans le même temps, "le marché s'est encore consolidé dans le contexte de l'amélioration des perspectives d'équilibre du marché mondial du pétrole après que l'Opep et ses alliés aient décidé, début décembre dernier, d'ajuster volontairement leur production modestement à partir de janvier 2021, et ont également accepté de prolonger la période de compensation", soutient l'Opep dans son document.

D'autres facteurs ont également contribué à cette amélioration des prix du pétrole brut, à savoir les signes d'une demande ferme de pétrole brut dans la région Asie-Pacifique, en particulier en Chine et en Inde, la baisse des stocks américains de pétrole brut pendant trois semaines consécutives en décembre, chutant d'environ 10 mb et l'optimisme affiché par les investisseurs quant à un plan de relance bud-

gétaire supplémentaire aux Etats-Unis. L'accord commercial post-Brexit entre le Royaume-Uni et l'UE, conclu le 24 décembre, a également renforcé la confiance du marché, ajoute la même source.

De plus, l'affaiblissement de la valeur du dollar des Etats-Unis par rapport à un panier d'autres devises à son niveau le plus bas depuis environ deux ans et demi a également contribué à soutenir les prix du pétrole brut et des produits de base en général.

Grâce à tous ces facteurs, le panier de référence de l'Opep a terminé 2020 en hausse de 6,56 dollars, ou 15,4% en décembre dernier, pour s'établir à 49,17 dollars le baril contre 42,61 dollars en novembre dernier.

Il s'agit de sa valeur mensuelle la "plus élevée" depuis février 2020, a fait savoir le document de l'Opep.

Cependant, par rapport à 2019, l'ORB a chuté de 22,57 dollars, ou 25,2%, passant de 64,04 dollars le baril en 2019 à une moyenne de 41,47 dollars/baril en 2020, "la moyenne annuelle la plus basse depuis 2016", selon les données de l'Organisation.

R. E.

ENERGIES RENOUVELABLES

L'Algérie doit tirer profit de la finance verte

L'Algérie est appelée à tirer profit des instruments de la finance verte disponibles sur les marchés internationaux, afin de diversifier les modes de financement de ses projets de développement des énergies renouvelables, a estimé le président du cluster Energie solaire, Boukhalfa Yaïci.

"La finance verte peut nous faire gagner de l'argent en devise, mais on ne l'a pas encore mis en œuvre pensant que l'Etat doit assurer seul les financements nécessaires pour les énergies renouvelables", a indiqué Yaïci qui s'exprimait sur les ondes de la Radio nationale.

Dans ce sens, il a mis en exergue la possibilité de certifier toute production à partir des sources renouvelables afin de pouvoir récolter des finance-

ments en devise à l'échelle internationale. Yaïci a souligné aussi l'importance du rôle "facilitateur" et d'accompagnement des pouvoirs publics au profit de l'ensemble des intervenants du secteur, afin de créer les conditions favorables pour le développement des énergies renouvelables. Cet accompagnement devrait, entre autres, contribuer à atteindre des coûts de production compétitifs et de suivre les évolutions technologiques rapides dans ce domaine, a-t-il fait savoir. Il a également préconisé une meilleure synergie entre les différents secteurs (Industrie, Energie, Enseignement supérieur) pour élaborer des démarches qui "vont dans le même sens".

Saluant la nouvelle vision mise en

place par le gouvernement, consistant à encourager la fabrication locale des intrants, leur transformation ainsi que la sous-traitance, le président du cluster Energie solaire a insisté, par ailleurs, sur la nécessité de s'appuyer sur les capacités nationales dans la réalisation des objectifs dans le domaine des énergies renouvelables.

Interrogé sur la création d'une nouvelle entreprise dédiée aux renouvelables, il a appelé à mettre en valeur les expériences précédentes en la matière, d'élargir cette démarche à d'autres intervenants et de ne pas concentrer le développement des énergies renouvelables sur le secteur public.

"Si nous voulons que les choses s'améliorent, il faut aussi impliquer le secteur privé et de manière impor-

tante", a-t-il préconisé.

Concernant les prix de l'énergie subventionnés par l'Etat, Yaïci a estimé que les tarifs "trop bas" représentaient un "obstacle" qui empêche le développement des énergies renouvelables, précisant que "la rentabilité des investissements ne pouvant être assurée qu'après des dizaines d'années".

Cependant, la levée de la subvention ne signifie pas, selon lui, forcément doubler les montants des factures d'électricité, mais plutôt assurer des prix rentables pour les investisseurs, tout en évitant des augmentations des factures et ce, à travers des mécanismes d'intégration des outils d'efficacité énergétique.

R. E.

PALESTINE

La présidentielle fixée au 31 juillet

La présidence palestinienne a annoncé vendredi l'organisation d'élections législatives et présidentielle en mai et juillet, les premières depuis 2005.

Le Président Mahmoud Abbas a publié un décret concernant la "tenue d'élections générales en trois étapes", a indiqué un communiqué publié par l'agence officielle Wafa. Les législatives auront lieu le 22 mai, la présidentielle le 31 juillet et le scrutin pour le Conseil national palestinien, organe de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), se tiendra le 31 août. Le dernier scrutin présidentiel a eu lieu en janvier 2005 et les dernières législatives en janvier 2006. Cette annonce fait suite à la rencontre entre Abbas et le président de la commission électorale Hanna Nasser au palais présidentiel à Ramallah, précise le communiqué. Abbas a demandé à la commission et aux organes gouvernementaux de "lancer une campagne électorale démocratique dans tous les gouvernorats du pays, dont Al Qods", selon



cette source. Le mouvement Hamas s'est félicité de cette annonce et a estimé que "le peuple palestinien a le droit absolu de choisir ses propres dirigeants et représentants". "Nous avons œuvré ces derniers mois pour surmonter les obstacles et parvenir" à une telle annonce, a déclaré le Hamas dans un communiqué, appelant à des élections "libres où l'électeur peut s'exprimer sans pres-

sions et sans restrictions, en toute transparence". En septembre 2020, le Hamas et le Fatah s'étaient entendus sur l'organisation d'élections "d'ici à six mois". Abbas, qui avait à plusieurs reprises promis la tenue d'élections au cours de la dernière décennie, n'a pas indiqué s'il allait être candidat à sa propre succession.

ÉTATS-UNIS

Israël inclus au sein du commandement pour le Moyen-Orient ?

Après la normalisation des relations de plusieurs pays arabes avec Israël, Washington considère que ses rapports militaires avec l'État hébreu peuvent être gérés par son commandement militaire pour le Moyen-Orient, et non plus celui pour l'Europe. Le ministère américain de la Défense a annoncé le 15 janvier 2021 son intention d'inclure Israël à la liste des pays couverts par son commandement central pour le Moyen-Orient, une mesure visiblement destinée à consolider le front anti-Téhéran. "L'apaisement des tensions entre Israël et ses voisins arabes, grâce aux accords d'Abraham, offre aux États-Unis une

occasion stratégique pour rassembler des partenaires clés contre des menaces communes au Moyen-Orient", a justifié le Pentagone dans un communiqué. Sans être cité, l'Iran est ainsi visé, analyse l'AFP. Les accords dits d'Abraham portent sur une normalisation des relations entre des pays arabes et Israël. Tour à tour, les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Soudan et le Maroc ont ainsi normalisé leurs relations avec l'État hébreu, sous l'égide des États-Unis représentés par Jared Kushner, conseiller du Président Donald Trump. La diplomatie de Washington sous ce dernier a ainsi brisé le consensus arabe selon

lequel aucune entente n'est possible avec l'État hébreu sans résolution du conflit israélo-palestinien. Le commandement central des États-Unis pour le Moyen-Orient est l'un des 11 commandements de combat unifiés dépendant du département de la Défense américain. Il est responsable des opérations militaires des États-Unis au Moyen-Orient, en Asie centrale et Asie du Sud. Le Pentagone a par ailleurs annoncé, le 15 janvier, que les effectifs militaires des États-Unis se montaient désormais à 2.500 en Afghanistan et autant en Irak, répondant au vœu du Président américain de mettre fin aux "guerres sans fin".

PAYS-BAS

Démission du gouvernement

Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a annoncé ce vendredi sa démission et celle de son gouvernement, embourbé dans un scandale de l'administration fiscale qui a accusé à tort des milliers de parents de fraude aux allocations familiales. Mark Rutte, l'un des dirigeants européens depuis le plus longtemps en poste, a indiqué qu'il réglerait les affaires en cours jusqu'aux élections de mars, afin d'éviter de perturber la lutte contre la pandémie de nouveau coronavirus.

"L'État de droit doit protéger ses citoyens d'un gouvernement tout-puissant. Cela a échoué de manière horrible", a déclaré Mark Rutte lors d'une conférence de presse. "Des erreurs ont été commises, résultant sur une grande injustice faite à des milliers de parents", a-t-il ajouté. Des milliers de familles ont été accusées à tort de fraude aux allocations familiales, avant d'être contraintes de les rembourser, ce qui a plongé une partie d'entre elles dans de graves problèmes financiers. Certaines ont

en outre fait l'objet d'un profilage ethnique. Une poignée de personnes a hué Mark Rutte, alors qu'il quittait à vélo le siège du gouvernement après avoir annoncé sa démission. Selon de récents sondages, son parti libéral conservateur (VVD) pourrait pourtant être de nouveau le premier parti à l'issue des législatives du 17 mars, l'opinion publique soutenant toujours largement sa gestion de la crise sanitaire. "Notre combat contre le coronavirus continue", a assuré Mark Rutte, ajoutant que son gouver-

nement démissionnaire "ferait ce qui est nécessaire dans l'intérêt du pays". Un rapport d'enquête parlementaire accablant publié en décembre a établi que des fonctionnaires ont mis fin aux allocations de milliers de familles accusées de fraude entre 2013 et 2019, avant de les contraindre à restituer de façon rétroactive les allocations perçues sur plusieurs années, soit dans certains cas des dizaines de milliers d'euros. délicates.

AFGHANISTAN

Les troupes américaines désormais réduites à 2.500 hommes

À moins d'une semaine du départ de Donald Trump du pouvoir, le chef du Pentagone, Christopher Miller, a annoncé que les forces américaines présentes en Afghanistan avaient été réduites à 2.500 hommes dans chaque pays. "Aujourd'hui, les effectifs militaires américains en Afghanistan s'élèvent à 2 500 soldats", a indiqué dans un communiqué Christopher Miller, qui assume l'intérim à la tête du Pentagone. "Les États-Unis sont plus près que jamais de mettre un terme à près de 20 ans de guerre", a-t-il ajouté, citant les pourparlers de paix entre les Taliban et le gouvernement en cours depuis septembre 2020 à Doha.

Avec 2.500 soldats, la présence militaire américaine en Afghanistan est désormais à son plus bas depuis les attentats du 11-Septembre. Pourtant, les discussions de paix interafghanes n'ont à ce stade permis aucune percée notable et le gouvernement afghan accuse les Taliban de gagner du temps jusqu'au retrait total des forces américaines du pays prévu en mai, conformément à l'accord séparé entre les États-Unis et les insurgés signé en février 2020.

La présence militaire américaine en Afghanistan a varié au fil des ans depuis 20 ans, atteignant jusqu'à 100.000 hommes en 2010. Ils étaient encore 13.000 il y a un an. Le retrait américain risque de pousser les autres pays de l'Otan qui participent à la mission "Resolute Support" à réduire eux aussi leurs contingents en Afghanistan.

L'Alliance atlantique se réunira en février avec Joe Biden pour décider des suites à donner à sa mission dans ce pays.

Agences

Agences

HANDBALL/MONDIAL-2021 : ALGÉRIE-PORTUGAL

Une première sans grands enjeux

La sélection algérienne de handball affrontera ce soir son homologue portugais au Caire (18h00), dans une première historique entre les deux pays, à l'occasion de la 3e journée du groupe F de la 27e édition du Championnat du monde 2021 en Égypte.

PAR MOURAD SALHI



Largement dominé par l'Islande bien plus fort (39-24), le Sept national qui est déjà qualifié pour le prochain tour de l'épreuve internationale, après sa victoire sur le fil face au Maroc (24-23), va tenter de créer l'exploit et déjouer les pronostics face à l'autre bonne équipe portugaise, qui est aussi qualifiée après ses deux victoires de suite.

Les Verts, rappelons-le, avaient pour objectif premier de battre le Maroc, seul adversaire à leur portée, pour terminer parmi les trois premiers du groupe F et ainsi composer leur billet pour le tour principal de cette édition. En pleine reconstruction sous la conduite du sélectionneur français Alain Portes, le Sept national, absent des deux derniers Mondiaux (2017 en France et 2019 en Allemagne et au Danemark), espère faire bonne figure en terre égyptienne et confirmer son renouveau, une année après avoir terminé à la troisième place au Championnat d'Afrique 2020 disputé en Tunisie.

Pour le sélectionneur national Alain Portes, le Portugal est beaucoup plus supérieur tactiquement, contrairement

à la sélection d'Islande qui est composée de joueurs très costauds physiquement. "Nous avons besoin de s'affronter à ces équipes très solides, mais on va essayer de réaliser un bon exploit. Nous allons affronter le Portugal qui reste, à mon avis, l'une des équipes les plus fortes de cette édition. Nous allons aborder ce rendez-vous sans le moindre complexe, avec l'objectif de jouer notre vrai handball et réaliser un bon match", a indiqué le coach français des Verts.

Le troisième match du premier tour, prévu aujourd'hui, mettra aux prises les Algériens aux Portugais, qui retrouvent, signalons-le, le gratin mondial de la petite balle après 18 ans d'absence. Les Portugais comptent trois participations au Mondial (1997, 2001 et 2003)

Les Portugais, qui ne sont pas forcément des habitués de ce rendez-vous planétaire, avaient créé la surprise lors du dernier Championnat d'Europe, organisé en 2020 conjointement par la Suède, l'Autriche et la Norvège, en atteignant les quarts de finale, bouclant le tournoi à la 6^e place au classement, soit mieux que des ténors tels que la Suède et le Danemark, tenant

du titre mondial. Le sélectionneur du Portugal, Paulo Pereira, n'avait pas tari d'éloges sur l'Algérie qu'"il faudra, dit-il, respecter". "Nous savons que ce sera un Championnat du monde difficile mais nous savons aussi que nous devons respecter, en plus de nos adversaires, notre potentiel. Nous maintiendrons notre ambition, une fois encore, de solidifier la progression que nous avons eue ces dernières années", avait-il déclaré.

Dans l'autre match du groupe F, l'Islande aura une belle occasion de sceller sa qualification pour le tour principal face au Maroc, ce dernier étant éliminé de la course après sa deuxième défaite de suite face au Portugal.

A l'occasion de ce premier tour de la 27^e édition du Mondial de handball, qui se jouera pour la première fois en présence de 32 nations, les trois premières sélections de chaque groupe se qualifieront au tour principal, qui se jouera en quatre poules de six. Les deux premières équipes de chaque poule se qualifient pour les quarts de finale de l'épreuve.

M. S.

MERCATO

Les envies de départ de Benlamri se précisent

En manque de temps de jeu du côté de l'Olympique Lyonnais et sur les tablettes d'Al Ahli Djeddah, la possibilité d'un départ cet hiver de Djamel Benlamri serait, selon nos informations, sérieusement envisagé par les dirigeants lyonnais. Six mois et puis s'en va ? Un tel scénario pour Djamel Benlamri pourrait se réaliser à la suite de l'intérêt manifesté par Al Ahli Djeddah. Cette envie, affichée depuis quelques semaines par l'ancien club de Youcef Belaïli, est relatée ces derniers jours dans la presse saoudienne.

Avec seulement 49 minutes de jeu disputées en Ligue 1 Uber Eats cette saison, la situation de Djamel Benlamri est devenue l'un des principaux feuillets de ce mercato hivernal pour les joueurs algériens. Barré en défense centrale par la paire Dennayer-Marcelo, Benlamri se place en quatrième place dans la hiérarchie de Rudi Garcia, derrière le jeune défenseur ivoirien Sinaly Diomandé. Une situation qui, à l'approche des qualifications pour le Mondial 2022, inquiète le joueur, notamment face à la volonté du sélectionneur national de disposer de joueurs compétitifs pour le marathon qui attendra les Verts de mai à novembre prochains.

Ainsi, selon nos informations, le défenseur central passé par Al Shabab aurait communiqué à ses dirigeants ses envies de départ cet hiver, dans l'optique de répondre favorablement à l'offre soumise par Al Ahli.

Sous contrat jusqu'en juin 2021 avec une année supplémentaire en option, le joueur avait récemment exprimé son envie de continuer son aventure chez les Gones. Pour autant, la situation de Benlamri devrait rapidement évoluer dans les prochains jours, notamment à l'approche de la fermeture du mercato hivernal saoudien prévue le 31 janvier.

LIGUE 1

L'Entente stoppée dans son élan

Le MC Alger, vainqueur à Sétif (1-0), a été le principal bénéficiaire de la 8^e journée du Championnat de Ligue 1 de football clôturée samedi, tandis que le choc entre le CR Belouizdad et le MC Oran s'est terminé sur un nul (1-1), alors que la JS Kabylie s'est rebiffée sur le terrain du WA Tlemcen (2-0). La surprise du jour est venue de Sétif, où l'intouchable leader sétifien a dû concéder, à domicile, sa 1^{re} défaite devant son poursuivant immédiat, le MC Alger. Un but du défenseur Lamara (76^e) permet au Doyen de réduire son retard à deux points, en attendant de livrer son match en retard face à la JS Saoura à Béchar, le 2 février prochain.

Le MC Alger, auteur de sa 3^e victoire en déplacement, reste invaincu, tout comme le champion d'Algérie en titre, le CR Belouizdad et le MC Oran, qui se sont séparés sur un score de parité sur le terrain du stade du 20-Août-1955. Les Belouizdadis ont été les

premiers à ouvrir le score par l'inévitable Belahouel (22^e), qui signe à l'occasion son 5^e but de la saison, mais le MCO n'a pas tardé à niveler le score, quatre minutes plus tard par Nekkache, l'ancien joueur du... CRB puis du MCA.

Le CRB et le MCO, qui comptent (12 points) mais avec deux matches en moins pour le champion d'Algérie en titre, ont été rejoints à la 7^e place par la JS Kabylie qui est allée damer le pion au WAT (2-0). Deux buts du Libyen Al-Tubal (79^e s.p.), et Nezla (90^e+1) ont effacé le dernier revers des Canaris à Tizi-Ouzou face à l'USM Alger (1-2), tout en enfonçant le Widad (18^e- 4 pts) toujours à la recherche de son premier succès de la saison à l'instar de la lanterne rouge, le CABB Arréridj.

Au stade Omar-Hamadi, l'USM Alger poursuit sa progression vers le haut du tableau en battant le RC Relizane (3-1). Cette victoire obtenue grâce à un

doublé de Hamza Koudri, la 3^e consécutive après celles du NAHD (3-0) et de la JSK (2-1) redonne le sourire aux Rouge et Noir après un catastrophique début de saison.

Le dernier match au programme de samedi s'est achevé sur un score blanc entre le NC Magra et le Paradou AC. Le NCM (18^e - 5 pts), qui n'a plus gagné depuis la 1^{re} journée, fait du surplace, alors que les Académiciens continuent de collectionner les nuls (6) au total pour une victoire et une défaite.

Cette journée entamée jeudi a été marquée par l'exploit de l'O Médéa, vainqueur sur le terrain de l'AS Aïn M'lila (3-1), qui lui permet de se positionner à une excellente 5^e place (13 pts), à une longueur seulement de sa victime du jour, l'AS Aïn-M'lila qui a raté l'aubaine de prendre seule la 2^e place. L'autre exploit du jour est à mettre à l'actif de l'USM Bel-Abbès victorieuse de l'US Biskra (1-0). Cette 2^e

victoire consécutive signée a été paraphée par le même joueur, Metref.

A Béchar, la JS Saoura est venue à bout du NA Hussein-Dey par (2-1), au terme d'un match placé sous le signe des pénalités. L'ASO Chlef, qui recevait la lanterne rouge, le CABB Arréridj, a dû attendre le temps additionnel pour s'imposer grâce à des réalisations de Maherzi (90+2) et Tahar (90+5).

En revanche, le CABBA, qui n'a engrangé que deux points en 8 matches, voit sa situation se compliquer un peu plus, notamment après le départ de son entraîneur, Bilal Dziri, et son directeur général, Nadir Bouznad.

Six cartons rouges ont été brandis par les arbitres lors de cette journée à l'encontre de : Meftah (NAHD), Gaâga (CABBA), Boutahra (USMBA), Koupko (CRB), Bensayah (JSK) et Chellali (WAT).

APS

LA CHUTE DE LONDRES



21h00

W9

Au Pakistan, le trafiquant d'armes Aamir Barkawi célèbre le mariage de sa fille lorsqu'un drone américain cible un missile qui s'abat sur sa résidence, provoquant de nombreux morts. Deux ans plus tard, alors que les plus grands chefs d'État de la planète sont réunis à Londres pour assister aux obsèques du Premier ministre britannique, une attaque terroriste frappe la capitale anglaise. L'ultra-sécurisation des lieux ne suffit pas à protéger cinq chefs d'État qui trouvent la mort lors de l'attaque. Seul le président américain, Benjamin Asher, parvient à quitter les lieux grâce à l'aide de son garde du corps, Mike Banning

SAFE



21h00

G8

Flic déchu et condamné par la mafia après un mauvais coup, Luke Wright erre dans les rues de New York. Il croise le chemin de Mei, une enfant surdouée dotée d'une mémoire phénoménale, menacée parce qu'elle a en tête la combinaison d'un coffre-fort renfermant une petite fortune. Wright décide de lui venir en aide... déclenchant ainsi une guerre des gangs entre les Triades, la mafia russe et des policiers new-yorkais corrompus

THE BAY



21h00

2

Lisa poursuit son enquête sur l'assassinat de Stephen Marshbrook, beau-fils et associé de l'avocat Bill Bradwell. Tandis qu'elle concentre ses recherches sur les relations troubles qu'entretient le cabinet Bradwell et Marshbrook avec le promoteur Breakwater, un nouvel élément vient relancer la piste familiale et les investigations prennent un nouveau tournant

SECRETS D'HISTOIRE
RAPHAËL, LE PRODIGE
DE LA RENAISSANCE



21h00

3

Dans ce nouveau numéro inédit de «Secrets d'Histoire», Stéphane Bern vous entraîne à la rencontre de Raphaël, l'un des artistes majeurs de la Renaissance italienne. Peintre virtuose, architecte audacieux, poète... Raphaël est l'enfant chéri de la Renaissance italienne. Porté au pinacle de son vivant, élevé au statut d'idole après sa mort, l'artiste prodige a connu une gloire jamais démentie jusqu'à aujourd'hui. Ses oeuvres sont entrées dans l'imaginaire occidental avec une telle force qu'elles constituent à elles seules une définition de la grâce et de la beauté. Pourtant, la vie de Raphaël Sanzio reste pénétrée de mystères



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

LA BAULE-LES-PINS



21h00

arte

A Lyon, au début de l'été 1958, Léna accompagne ses filles Frédérique, 13 ans, et Sophie, 8 ans, à la gare. Comme chaque année, elles partent en vacances à la Baule mais cette fois, Léna a décidé de rester à Lyon pour régler certains problèmes : mariée à Michel, elle ne s'entend plus avec lui depuis longtemps et la nuit résonne souvent du cri de leurs disputes. Les petites s'en vont donc seules, confiées à la garde d'Odette. A La Baule, il y a les cousins Mandel qui ont une grande villa au bord de l'eau : chaque jour, ils se retrouvent à la plage. Enfin, Léna arrive, mais elle n'est plus la même. Elle commence par apprendre à taper à la machine

GÉNÉRATION PANAME



21h00

4

«Génération Paname» est la nouvelle émission d'humour de France 2. Ce programme imaginé par Kader Aoun et présenté par Mathieu Madénian braque les projecteurs sur la toute nouvelle génération de comiques formés au Paname, «la maison mère» du stand-up hexagonal. Depuis sa création en 2009, cette scène mythique a vu débiter des artistes aussi talentueux et variés que Mathieu Madénian, Norman, Nawell Madani, Gaspard Proust, Haroun, ou encore Fary pour ne citer qu'eux. Ce numéro permet de découvrir une dizaine de jeunes artistes qui incarnent le stand-up 2.0, dont certains seront peut-être les révélations de demain

OPÉRATION RENAISSANCE
ÉMELINE ET PIERRE-YVES



21h00

6

Dans cet épisode, on suit le parcours d'Émeline et de Pierre-Yves, deux personnes décidées à se sortir de l'obésité coûte que coûte. Émeline est une maman célibataire de 26 ans. Depuis l'adolescence elle a des crises de compulsion alimentaire qui ont complètement déréglé son métabolisme. À tel point que les régimes restrictifs classiques n'ont plus aucun effet sur elle. Chaque accident de la vie l'a conduite à prendre toujours plus de poids. Elle se lance avec beaucoup d'espoir dans le parcours de la chirurgie bariatrique mais sait que cette dernière n'est pas une baguette magique et qu'il lui faudra courage et persévérance pour affronter les différentes origines de son obésité

SAM
FRIDA



21h00

TF1

Sam a passé la nuit au dépôt du tribunal. Son cas est grave et elle est mise en examen. Dans le même temps, sa vie privée devient de plus en plus compliquée. Elle refuse officiellement la demande en mariage d'Antoine et apprend que l'unique raison du retour de son père est le besoin urgent qu'elle accepte de donner son rein... pour sauver la vie de son frère, Olivier

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Quotidien national d'information *Libre*

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi libre

EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16

Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	06:28
Dohr	12:58
Asr	15:39
Maghreb	18:02
Icha	19:24

VIOLENTES MANIFESTATIONS EN TUNISIE

La colère de la classe démunie

La commémoration de l'an X de la Révolution en Tunisie n'a pas eu lieu, en raison d'un confinement décidé par les autorités, mais la colère sociale, née d'un profond ressentiment dans le pays, s'est fortement exprimée, samedi, dans des manifestations qui ont pris une tournure violente dans plusieurs villes.

C'est dans les quartiers populaires de Tunis et de Sousse où la colère, alimentée par de graves difficultés économiques et sociales et le sentiment d'une Révolution volée, s'est le plus exprimée. Même si l'UGTT et d'autres organisations ont renoncé à organiser des manifestations en raison de la situation sanitaire, des appels ont été lancés en ce sens sur les réseaux sociaux.

Des heurts, violents, ont eu lieu à Sousse où la police a utilisé des grenades lacrymogènes contre des jeunes en colère qui bloquaient des routes en mettant le feu aux pneus.

Des pillages de magasins ont été signalés par des témoins. Des incidents ont également eu lieu à Tunis et à Bizerte.

Ces manifestations violentes rappellent que si le processus démocratique a connu des avancées en Tunisie -notamment en matière de liberté d'expression-, il reste fortement fragilisé par la situation économique et sociale.

Les classes populaires, détonateurs de la révolution anti-Ben Ali, ont le sentiment d'être les laissés pour compte d'une révolution captée par les élites des classes moyennes des villes.

L'économie du pays, largement tributaire des bailleurs de fonds internationaux, n'a



pas été relancé malgré la mise en œuvre d'un plan d'appui du FMI. La crise sanitaire a accentué la situation entraînant la mise au chômage des milliers de personnes. C'est le talon d'Achille de la révolution tunisienne.

Le climat social est particulièrement lourd en cette dixième de la révolution, alimentant, chez une minorité pour l'instant, une sorte de nostalgie pour l'ère Ben Ali. Ainsi, le Parti destourien libre (PDL), dirigée mené par une ancienne cadre du parti de Ben Ali, Abir Moussi, connaît, selon les sondages, un regain de popularité avec un programme "éradicateur" contre les islamistes.

Les capacités d'action du gouvernement sont très réduites et la situation financière, très délicate, s'est encore détériorée au cours de l'année 2020. Avec la crise sanitaire, le PIB de la Tunisie a régressé de

8%, le tourisme s'est pratiquement effondré avec une activité en recul de près de 70%. La facture de la pandémie pour l'économie a été estimée à 4 milliards de dollars. Les perspectives pour 2021 sont sombres. Sans espoir pour les jeunes des classes défavorisées. Les harraga sont plus nombreux que jamais, leur nombre a atteint un record depuis 2011. Selon le ministère italien de l'Intérieur, 12. 883 Tunisiens ont débarqué en Italie en 2020, cinq fois plus qu'en 2019.

En dix ans, il y a eu 9 gouvernements en Tunisie qui n'ont pas su, selon la formule de l'Institut Transnational, un Think-tank basé à Amsterdam, "équilibrer les intérêts de l'élite traditionnelle avec ceux de la population défavorisée".

Un résumé soft de ce que les classes défavorisées considèrent comme un détournement de la Révolution.

ENTRE BITCOINS PERDUS ET FLAMBÉE DES COURS:

Combien pèsent les cryptomonnaies ?

Les cryptomonnaies, un marché à 1.000 milliards de dollars ? C'est ce que pensent certains observateurs du marché, qui comparent ainsi la capitalisation du bitcoin et de ses petites sœurs aux géants de la Bourse, comme Google et Tesla.

Mais les anecdotes d'amateurs de la première heure, qui désespèrent de retrouver leurs bitcoins, perdus sur un disque dur jeté par mégarde ou sur une clef USB au mot de passe oublié, illustrent la disparition d'un nombre élevé de ces monnaies, ce qui réduit la taille du marché actif.

Pour calculer la capitalisation des cryptomonnaies, il suffit de multiplier le nombre de "pièces" émises par sa valeur -plus de 18 millions de bitcoins à près de 40.000 dollars (le record historique est à 42.000 dollars), soit près de 700 milliards de dollars, par exemple.

Pour des sites comme AssetDash.com, qui comparent le bitcoin aux actifs boursiers, après avoir quadruplé de valeur en 2020, le bitcoin vaut presque autant que Facebook, un peu plus que le géant chinois Alibaba, et est le neuvième actif le plus cher au monde.

En ajoutant les autres cryptomonnaies, comme l'ethereum ou le litecoin, le marché atteint même 1.000 milliards de dollars (820 Mds d'euros), un premier pas vers les 68.000 milliards de dollars que représente le marché boursier mondial.

Les analystes de JPMorgan, eux, comparent cette capitalisation à celle de l'or: le marché du métal jaune à des fins financières représente 2.600 milliards de dollars, le bitcoin aurait simplement besoin

d'atteindre 146.000 dollars pour lui faire concurrence.

Bitcoins disparus

De quoi faire s'étrangler ceux qui doutent du bitcoin, un actif décentralisé et sans connexion directe avec l'économie réelle: un article du quotidien Financial Time souligne, ainsi qu'une partie des bitcoins a déjà disparu de la circulation.

Selon la presse, un développeur américain a ainsi perdu le mot de passe d'une clef USB où il avait 7.002 bitcoins (environ 280 millions de dollars) tandis qu'un Britannique supplie sa municipalité de l'aider à retrouver son disque-dur, jeté par mégarde dans une décharge de la ville alors que s'y trouvent 200 millions de livres en bitcoins, promettant une récompense de 25% des bitcoins.

La plupart des bitcoins perdus ont été acquis» durant les quelques années qui ont suivi le minage du premier bitcoin en janvier 2009, explique à l'AFP Philip Gradwell, économiste chez Chainalysis, qui estime que près d'un cinquième des bitcoins en circulation sont sur des adresses dont ils n'ont pas bougé depuis plus de cinq ans. Les acteurs de l'industrie étaient plus amateurs, les prix plus bas: jusqu'en 2013, le bitcoin valait 100 dollars au plus. Selon M. Gradwell, "un ou deux millions de ces bitcoins appartiennent à Satoshi", le pseudonyme derrière, lequel se cache le créateur de la cryptomonnaie.

"Menu fretin"

Outre ces bitcoins potentiellement per-

due, de nombreux investisseurs ne participent pas aux échanges quotidiens, et investissent sur le long terme. Le boom récent du marché ne porterait ainsi, que sur 5 millions de bitcoins, ajoute M. Gradwell. Patrick Heusser, en charge du trading chez le courtier suisse Crypto Broker, estime également que le volume des échanges, observé en regardant l'activité sur les blockchains des diverses cryptomonnaies, est un meilleur indice que la capitalisation: "il y a des monnaies comme l'ethereum et le litecoin", respectivement avec des capitalisations d'environ 138 milliards et 10 milliards de dollars. "L'activité est foisonnante sur la blockchain ethereum, alors que c'est complètement mort sur le litecoin", qui n'a vu sa valeur grimper qu'en raison de l'intérêt plus large pour les cryptomonnaies, explique-t-il.

Certains "rapports comparent la capitalisation du bitcoin à celle de l'or, mais je ne pense pas que c'est une donnée très utile pour évaluer la santé du marché", commente-t-il.

Après une partie de sa carrière à échanger des monnaies traditionnelles, il juge le marché des cryptomonnaies prometteur mais encore "du menu fretin" par rapport aux autres marchés financiers.

Si de nombreux fonds d'investissements se sont intéressés aux cryptomonnaies en 2020, la volatilité du bitcoin incite pour l'instant les institutions financières à y consacrer une part limitée de leurs portefeuilles, toujours principalement constitués d'actions et d'obligations.

LIGUE 1

Ouverture d'une période de transfert du 25 au 31 janvier pour les clubs professionnels

Une nouvelle période de transfert sera ouverte du 25 au 31 janvier pour les vingt clubs professionnels qui composent le championnat national de Ligue 1, a annoncé dimanche la Fédération algérienne de football (FAF).

La décision a été prise lors de la dernière réunion du Bureau fédéral, pendant laquelle il a été décidé également de plafonner les contributions des sociétés sportives par actions (SSPA) et les profits des clubs sportifs amateurs (CSA).

Concernant la nouvelle période d'enregistrement, elle a été autorisée par la Fédération internationale de football (Fifa), en raison des désagréments préalables, liés à la pandémie de nouveau coronavirus, explique la FAF.

Sont concernés par cette mesure les joueurs algériens évoluant dans les championnats étrangers et les joueurs étrangers, selon la réglementation en vigueur, concernant le nombre de joueurs étrangers par club.

Afin de sauvegarder l'intégrité de la compétition, les mutations entre clubs algériens seront strictement interdites, sauf en ce qui concerne les joueurs qui n'ont pas été enregistrés (dans les délais) pendant la première période d'enregistrement, et qui peuvent donc être qualifiés.

Selon la FAF, la période d'enregistrement de la fin de la phase aller sera maintenue et ses dates seront communiquées ultérieurement aux clubs professionnels de Ligue 1 par la Ligue de football professionnel (LFP).

Par ailleurs, concernant le plafonnement des contributions des SSPA et des profits des CSA, l'instance fédérale a annoncé qu'une copie de la convention liant le CSA à la SSPA sera exigée aux clubs professionnels, conformément au décret exécutif N.15-73 du 16 février 2015, déterminant les dispositions applicables au club sportif professionnel et fixant les statuts-types des sociétés sportives commerciales.

Néanmoins, et pour éviter toute mésentente entre le CSA et la SSPA concernant les modalités de signature de la convention, notamment celles relatives à la contribution financière de la SSPA au profit du CSA, ladite contribution est plafonnée à 50% du budget annuel moyen des trois derniers du CSA, approuvé par le commissaire aux comptes et adopté par l'Assemblée générale.